

Armand Launay

Pont-de-l'Arche, cité de la chaussure
étude sur un patrimoine industriel
normand depuis le XVIII^e siècle





à Frahati et Zoé

Pont-de-l'Arche, cité de la chaussure
étude sur un patrimoine industriel
normand depuis le XVIII^e siècle



Préface de Richard Jacquet,

Maire de Pont-de-l'Arche

Notre ville Pont-de-l'Arche se construit chaque jour depuis près de 1200 ans. Si au Moyen Âge notre cité a joué un rôle militaire et administratif majeur dans la région, elle ne vivait plus que des privilèges royaux quand la Révolution française a éclaté.

La fermeture de son bailliage, la fin du halage des bateaux sous le pont, ont laissé la ville sans ressources au début du XIX^e siècle. La ville s'endormait peu à peu et sa population subissait une misère quotidienne.

Mais c'était sans compter sur l'ingéniosité de quelques habitants qui se sont investis dans la fabrication et le commerce d'un savoir-faire local : le chausson.

Bientôt imités, ces premiers travailleurs ont été à l'origine d'un essor industriel important au XIX^e siècle. Pont-de-l'Arche, cité du chausson et de la chaussure était née. Désormais l'industrie locale est devenue le principal outil de développement et d'amélioration des conditions de vie grâce au travail des ouvriers.

Nombreuses et nombreux sont les habitants de notre commune et des environs à avoir vécu cette grande époque. Des Archépointains sont encore aujourd'hui les témoins de cette industrie flamboyante et certains greniers regorgent de trésors.

Seule trace de cette époque, l'entreprise Marco qui est toujours en activité dans notre commune et qui se bat au quotidien pour subsister dans un marché qui a dépassé nos frontières depuis longtemps.

Armand Launay retrace avec talent cette grande période de l'histoire de notre commune. La ville de Pont-de-l'Arche ne pouvait que s'y associer car imaginer notre avenir ensemble, c'est d'abord partager notre histoire collective.

En effet, au XXI^e siècle, nous partageons les ambitions de nos ancêtres et nous essayons d'apporter chaque jour notre pierre à l'amélioration du bien-être de tous.

Préface d'Armand Launay

« *Du temps de la chaussure* », Pont-de-l'Arche vibrait au rythme des sirènes annonçant l'ouverture et la fermeture des manufactures. Le quotidien des Archépointains et des gens de la région a largement été influencé par cette industrie qui façonnait de nombreux aspects de la vie quotidienne.

Malheureusement, au fil des années, les entreprises ont fermé, les archives familiales se sont perdues, les anciens ont disparu. Le paysage de la chaussure est devenu un puzzle qui part en morceaux.

C'est pour retrouver quelques pièces de ce puzzle que j'ai entamé des recherches depuis 2002 dans les archives publiques mais aussi en rencontrant de nombreuses familles de la région qui m'ont ouvert avec gentillesse leurs portes, leurs albums de famille. Je les en remercie profondément.

En 2008, j'ai souhaité rassembler les pièces du puzzle afin de retrouver le paysage de la chaussure que ce soit les grandes lignes économiques ou encore le quotidien de nos aînés.

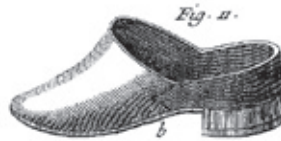
Si les pages de ce livre plaisent aux lecteurs, si les informations contenues semblent évidentes, alors j'aurais accompli ma mission : faire revivre des grandes heures de l'histoire industrielle de notre contrée.

S'il y a des lacunes ou des erreurs, j'invite mes lecteurs à me contacter dans l'espoir d'élaborer toujours un peu plus le puzzle de l'histoire de Pont-de-l'Arche.

Bonne lecture !
Armand Launay
06 12 05 89 34



Un cordonnier pour 60 habitants



Le travail du chausson et de la chaussure a fait la réputation de la région de Pont-de-l'Arche depuis 1820. Mais les habitants de cette partie de l'Eure ont découvert l'art de chausser bien avant cette date.

En 1788, Pont-de-l'Arche comptait 25 cordonniers* et 3 bourreliers* ce qui était très important pour une bourgade de 1700 âmes. Les cordonniers formaient alors la plus grande corporation* de métiers de Pont-de-l'Arche. Celle-ci eut pour maîtres, de 1779 à 1782, Jean Ouin, Nicolas Duchesne, Michel Girard, André Roullé, Claude Ouin, François Grenier, Jean-Baptiste Dubosc, Belhomme Dubosc, Claude Ouin fils et Pierre Ouin fils. Les armoiries des cordonniers se composaient d'un écusson d'azur à un couteau à pied d'argent emmanché d'or (voir l'illustration en haut à gauche de la page, détail d'un vitrail).

Mais pourquoi y avait-il autant d'artisans cordonniers ? Plusieurs hypothèses peuvent répondre à cette question. Tout d'abord Pont-de-l'Arche était une ville étape sur la route de Rouen à Paris. Les voyageurs disposaient de plusieurs hôtelleries et autres auberges pour se restaurer et se reposer. Nul doute que ces mêmes voyageurs devaient profiter de cet arrêt pour faire reprendre leurs chaussures.

Ce n'est pas tout. Les habitants de Pont-de-l'Arche, les Archépointains, recouraient aux services des cordonniers et, parmi eux, les haleurs* de bateaux. Les haleurs tiraient les bateaux à l'aide de cordages afin de faire passer les navires sous le pont. Ils pouvaient être jusqu'à 150 pour haler, contre rémunération, un bateau. Cette activité était très éprouvante pour les haleurs et leurs chaussures. C'est peut-être ce qui explique la forte concentration de cordonniers dans la ville. Mais quel lien les cordonniers peuvent-ils avoir avec le chausson qui fit la réputation de la ville ?

LEXIQUE

* Le cordonnier fabrique ou répare des chaussures (souliers, bottes, mules et pantoufles).

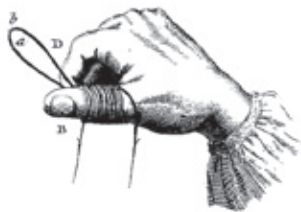
* Le bourrelier réalise des objets en cuir utilisés avec des animaux (par exemple le joug des attelages).

* Communautés de professionnels du même métier soumises par le roi à une réglementation sociale et technique. Elles concernaient les professionnels dans une zone géographique précise et étaient obligatoires.

* Un haleur tirait des cordages afin de faire passer les bateaux sans encombre sous les arches étroites du vieux pont de la ville. Haler signifie tirer.

La vitre des bateaux

Réalisé en 1605 par Martin Vérel ce vitrail, situé dans le bas-côté sud de l'église Notre-Dame-des-arts, nous offre un précieux témoignage sur le halage des bateaux. Au premier plan est représenté le fort de Limaie (rive droite de la Seine). Pont-de-l'Arche est symbolisé par deux tours de l'autre côté de la Seine. Le pont constituait un obstacle pour les navires. Il fallait donc haler (tirer) les bateaux pour les faire passer sous le pont malgré le courant. Le halage devait être précis sinon le bateau pouvait heurter les piles du pont. C'est pourquoi une personne installée sur le pont donnait des ordres aux haleurs situés sur les berges afin qu'ils tirent plus ou moins fort sur les cordages. Plusieurs dizaines de personnes, hommes, femmes et enfants, tiraient donc des cordages quotidiennement et devaient user fortement leurs chaussures. C'est certainement une des raisons qui a fait émerger à Pont-de-l'Arche de sérieuses connaissances en matière de confection et de réparation de chaussures.



Les débuts du chausson de lisière

Une légende orale est née à Pont-de-l'Arche : « *c'est ici que l'on a inventé le chausson de lisière à la fin du XVIII^e siècle* ». L'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert parlant déjà de chaussons réalisés avec de la toile dans les années 1751 à 1757, il est difficile de donner raison à cette légende. Elle traduit en fait une fierté locale : le chausson, c'est notre bébé !

La tradition dit que ce fut une certaine « *dame Hacot* » qui la première cousit de la peau de mouton avec de la lisière de drap découpée en lanières. D'où lui vinrent l'idée et la technique ? Nous ne le savons pas. Mais la récupération de chutes de drap n'est pas étonnante à Pont-de-l'Arche. En effet, Louviers et Elbeuf furent des hauts lieux du travail du drap de laine depuis la Renaissance et notre ville accueillit aussi des draperies.

En 1690, deux fabricants elbeuviens, MM. Delarue et Bourdon, obtinrent l'autorisation officielle du roi de travailler le drap de luxe à Pont-de-l'Arche. Cependant, en 1712 leur fabrique dut fermer suite aux pressions des corporations d'Elbeuf et Louviers. Ensuite une manufacture de couvertures de coton fut fondée en 1754 par M. Davoust. Il se maintint au moins trois ans mais ne laissa guère



Le travail de cordonnier illustré dans l'encyclopédie Diderot et d'Alembert.

de traces. Un certain Chevalier, d'Elbeuf, signa la dernière demande d'autorisation de fonder manufacture de draps à Pont-de-l'Arche en 1790, mais en vain.

Alors, même s'il n'y avait pas de fabrique à Pont-de-l'Arche, le textile occupait 37 personnes en 1788 grâce aux badestamiers*. L'expérience du tissage avec du fil de laine était déjà bien présente et cela ne fait aucun doute que la récupération des morceaux de tissus d'Elbeuf ou de Louviers était déjà courante. Surtout, des Archépointains avaient déjà des connaissances en matière de tissage, ce qui fut très précieux pour le travail du chausson de lisière.

En 1801, Pont-de-l'Arche comptait 23 cordonniers et aucun chaussonnier de métier alors qu'en 1836 il y avait 16 cordonniers pour 16 chaussonniers et... 59 chaussonnières.

Cette prédominance des femmes démontre que cette activité a tout d'abord été un complément de revenu pour les familles. Elle se pratiquait à domicile, avec l'aide des enfants les plus âgés et ce en plus des tâches quotidiennes du foyer. Dès que le temps le permettait, les chaussonniers profitaient de la clarté du jour pour tisser à l'entrée de la maison où ils pouvaient discuter entre voisins. Un marchand passait régulièrement au domicile des chaussonniers pour commander des chaussons à un prix négocié avec eux. Il fournissait la matière première et venait récupérer, quelques jours plus tard, les chaussons achevés. En 1856, Pont-de-l'Arche ne comptait plus que 12 cordonniers alors que 290 hommes et femmes étaient occupés par le travail du chausson.

Mais comment expliquer cet incroyable essor du chausson ?



C'est dans cette maison, occupée aujourd'hui par La Civette, qu'une certaine « dame Hacot » commença à tisser le premier chausson de lisière de Pont-de-l'Arche au XVIII^e siècle.



Datant de 1886, ce dessin d'Ernest Baillet illustre bien ce qu'était le travail du chausson (ici dans la rue Abbaye-sans-toile) : un travail à domicile que l'on aimait faire en pleine lumière sur le palier de la porte (Archives de l'Eure).

Chausson de lisière

A la fin du XVIII^e siècle, le chausson de lisière était constitué de peau de mouton et de lisière de drap. La lisière est une chute issue du découpage du rebord du drap. La peau de mouton était colorée et cousue en surjet avec des bandes de lisière de drap entrecroisées. Au début du XIX^e siècle, la semelle de mouton fut remplacée par une semelle en cuir, ce qui rendit le chausson plus résistant et donc plus durable. Peu cher, le chausson connut une grande vogue.

L'essor du chausson où l'émergence de l'économie de marché

Le travail du chausson a connu un grand essor au XIX^e siècle. En effet, né d'un savoir-faire populaire, il a été englobé dans le monde marchand et a été produit en grande quantité en vue de réaliser des profits. Au XXI^e siècle, une grande partie des activités humaines sont devenues des échanges monétaires en vue, le plus souvent, de réaliser des profits. C'est quelque chose de nouveau

LEXIQUE

*Badestamier : nom de la personne qui travaille le fil d'estame. Ce fil de laine, très tordu, était filé à l'aide d'une tige afin de tricoter des bas, des bonnets, gants etc. Les badestamiers étaient nombreux en Picardie et en Haute-Normandie. Ils travaillaient à domicile pour de petites entreprises. Les bas d'estame avaient remplacé les chausses au XVII^e siècle. Coûtant cher, ils étaient le plus souvent destinés aux personnes aisées. Les plus riches portaient des bas de soie.

dans l'histoire de l'humanité. Si le capitalisme existait depuis le Moyen Âge, la recherche du profit a cessé d'être vue comme un péché au XVIII^e siècle. L'appât du gain est même entré dans les mœurs et a remis en cause les habitudes commerciales. Sous l'Ancien Régime, c'est le roi qui donnait l'autorisation aux professionnels d'exercer. En retour, il leur imposait de faire partie de corporations de métiers qui fixaient leurs tarifs, sous contrôle royal, et s'entendaient sur les embauches et les négociations commerciales. Elles avaient des monopoles d'exploitation locaux.

Déjà avant la Révolution française, l'Etat commença à laisser plus de libertés au monde marchand. Mais les députés de la Révolution accélèrent la libéralisation du commerce en interdisant en 1791 les corporations de métiers. Désormais le marché a fonctionné selon la célèbre loi de l'« offre » (des vendeurs) et de la « demande » (des clients), c'est-à-dire la mise en concurrence des producteurs et des vendeurs. Il suffisait de payer une patente à la préfecture pour avoir le droit de commercer.

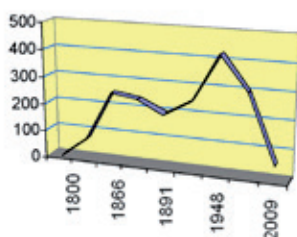
Depuis la fin du XVIII^e siècle, le monde marchand a explosé, notamment grâce aux progrès techniques. Depuis, le moindre produit ou service qui peut permettre de réaliser un profit a été inséré dans le marché. C'est dans ce contexte de changement radical des mentalités qu'un marchand ambulant, Jean-Baptiste Labelle, commença à vendre des chaussons de lisière produits entre Pont-de-l'Arche et Gaillon (voir p. 16). Devant ce succès commercial, il commanda de nombreux chaussons qu'il vendait à une clientèle peu fortunée à partir de 1820, année où il créa officiellement son entreprise. C'est alors qu'il se spécialisa dans la vente de chaussons et qu'il créa un premier atelier en 1840 pour satisfaire une demande croissante.

Quelques années plus tard, un Archépointain fit de même : Antoine Quin (1819-1896). C'est en 1833 qu'il devint le premier entrepreneur de la lignée des Quin (voir p. 12). A la différence de Jean-Baptiste Labelle, les Quin étaient avant tout des cordonniers, c'est-à-dire des producteurs à part entière des chaussons qu'ils se sont mis à vendre. C'est ce qui explique pourquoi ils se sont revendiqués comme les plus anciens fabricants de chaussures de France.

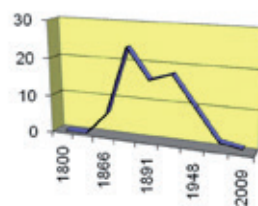


Fondateurs des chaussures Marco, les Quin étaient fiers de présenter leurs ancêtres et leur constance dans le travail d'articles chaussants. Affiche réalisée par Cally, Rouen, années 1920.

EVOLUTION DU NOMBRE DE CHAUSSONNIERS ARCHÉPOINTAINS DEPUIS 1800

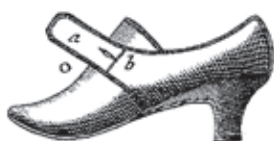


EVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES DE CHAUSSONS ET DE CHAUSSURES À PONT-DE-L'ARCHE DEPUIS 1800



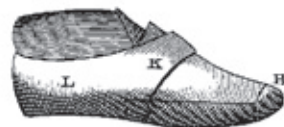
L'essor du chausson se mesure par le nombre de chaussonniers. L'explosion de leur nombre a très rapidement touché les communes alentour qui ne sont pas prises en compte dans les chiffres du tableau. Cependant, d'un point de vue démographique, nous remarquons que l'essor de la chaussure a permis de compenser l'exode rural (le départ des travailleurs agricoles). Ainsi la population archépointaine est passée de 1480 habitants en 1800 à 1867 personnes en 1896 alors que ce chef-lieu de canton rural, fort de ses six foires annuelles et de son marché, est devenu un pôle industriel local et une capitale haut-normande de la chaussure.

Quant au nombre d'établissements, il connaît un grand essor jusque dans les années 1930.



Deux vagues de créations d'entreprises sont nettement visibles. La première vague de 1850 à 1870 avant que les « grandes boîtes » locales ne limitent la création de petites entreprises. Le nombre d'établissements se stabilise autour d'une quinzaine entre 1880 et 1920. La deuxième vague de créations est celle des années 1930 où près de 18 entreprises se côtoient avant un déclin régulier du nombre d'établissements jusqu'à un seul à partir de 1972.

Mais si nous observons deux périodes industrielles, que savons-nous de l'industrialisation du chausson ?



LEXIQUE

Chaussonnier, chaussonnière ? Ce mot désigne toute personne qui travaille le chausson et la chaussure... Ensuite, les ouvriers chaussonniers sont devenus des ouvriers en chaussures mais pas des chaussonniers.

Le dernier cordonnier de Pont-de-l'Arche : Patrice Faucampré

En 1866, 43 personnes vivaient des métiers de cordonnier et bottier grâce à trois établissements dans notre ville. En 1978, M. Morel allait fermer la dernière cordonnerie, située place de l'église, quand Patrice Faucampré décida de prendre le relais. Cet Archépointain né en 1950, avait travaillé chez Morel, Labelle puis chez Marco où il apprit « *le montage d'une chaussure à la main avec la meilleure formation qui soit : le contact avec les anciens. Je pense à Raymond Letourneur ou André Bréham par exemple. D'abord l'œil observe, puis les mains travaillent.* »

A partir de là, Patrice fut LE cordonnier de Pont-de-l'Arche jusqu'en 2000. Après 1986, il s'établit au n° 17 de la place Langlois (où se trouvait M. Lecoq, bourrelier qui ferma vers 1970). Professionnel du cuir, Patrice confectionnait des sacs à main, sacs à dos, des guêtres, réparait des fauteuils en cuir, montait des chaussures demi-mesure (à partir d'une forme de série). Si cette position était riche sur le plan humain, l'expansion des produits jetables détourna peu à peu la clientèle. Le cuir céda la place au profit des matériaux synthétiques vendus dans la grande consommation.

Mais l'amour du métier bien fait a tout de même été reconnu... En 2000, Patrice a été contacté par un professionnel de Berlutti (filiale de Vuitton, Paris). Il embaucha le savoir-faire archépointain de Patrice qui travaille depuis dans un des derniers sanctuaires où la chaussure est fabriquée à la main de A à Z : le sur-mesure. Aujourd'hui, ce sont 10 professionnels qui créent à Paris des chaussures Berlutti à la convenance d'une clientèle aisée où qu'elle soit dans le monde. Ainsi, quelques dizaines de paires de chaussures sont créées chaque mois à raison de près de 50 heures de travail par paire de chaussures parfaitement adaptées au pied du client et à ses goûts (couleurs, cuir de veau ou crocodile, python, requin...).

Ainsi Patrice travaille avec des formiers, des professionnels qui taillent dans le bois les formes des chaussures. C'est sur ces formes que les bottiers montent les pièces de cuir avant de les assembler. Et, dans ce monde de puristes de la chaussure bien faite, on ne parle pas de chaussure mais toujours de « soulier ».



Patrice Faucampré (à droite) fut le dernier cordonnier de Pont-de-l'Arche. Le voici dans sa boutique en 1995 avec Yan Ferry (voir p. 21).

De l'industrie du chausson à l'arrivée de la chaussure...

LEXIQUE

* L'industrie désigne une chaîne d'activités humaines dont le but est de produire des biens matériels. L'industrie implique une division du travail en tâches précises.



Un chausson de lisière était fait de lanières tissées et comportait une semelle en cuir. Ici un exemple de chausson du début du XX^e siècle (photo Marco).

Le premier atelier de chaussons naquit à Gaillon dans les années 1840 (voir p. 16).

On y réalisait une opération délicate : la couture des semelles sur des chaussons tissés à domicile par des chaussonniers ou par les détenus des prisons locales. C'était le premier pas vers la séparation des tâches de travail.

Les entrepreneurs ont trouvé des débouchés et se sont créé un marché de plus en plus vaste. Pour répondre à une demande croissante, ils ont réorganisé le travail. C'est ainsi qu'ils ont rassemblé les ouvriers dans un même lieu : la manufacture. Ils ont mis en place le travail à la chaîne où chaque travailleur a dû se spécialiser dans une tâche précise. Cette division des tâches de travail, que l'on appelle précisément l'*industrie**, a permis d'accroître la production. Pont-de-l'Arche et sa région entrèrent alors dans l'ère industrielle, appelée aussi l'industrialisation.

Par conséquent, entre les années 1860 et 1900, le travail à domicile a laissé place aux manufactures. D'une seule fabrique déclarée en 1856 (Quin), Pont-de-l'Arche accueillait une vingtaine de manufactures en 1900. Presque tous les travailleurs à domicile étaient devenus des ouvriers spécialisés prenant place dans l'atelier. Ceci eut d'énormes impacts :

- les patrons ne se déplaçaient plus vers les travailleurs. Ce sont ces derniers qui venaient à l'usine (voir p. 20 sur les transports, p. 40 sur les locaux industriels et p. 45 sur les logements ouvriers) ;
- les travailleurs étaient devenus des salariés. Il était fini le temps où le chaussonnier créait un chausson de A à Z, tel un artisan, et pouvait vendre sa production à tel ou tel patron. Désormais, le statut d'ouvrier spécialisé accroissait la dépendance de l'ouvrier au patron ;
- les conditions de travail – et donc de vie – des ouvriers s'étaient uniformisées. Dans le même temps, la division des tâches avait dégradé les conditions de travail sans pour autant accroître les rémunérations. Des ouvriers, éclairés notamment par l'école de la République (1881), ne se sentaient plus en concurrence les uns et les autres. Au contraire, leurs conditions de travail les rendaient solidaires dans leurs revendications salariales et sociales (voir p. 34).

A partir de 1898, les manufactures s'équipèrent de machines capables de travailler le cuir et donc de faire des chaussures. Afin d'alimenter toutes les machines, les entreprises se dotèrent d'impressionnants moteurs. Ici dans un local non identifié, un moteur à gaz alimenté par la combustion de la houille.

Photo anonyme. Collection privée.



Fabriquer un chausson en 1900

En 1900, les tâches de fabrication d'un chausson étaient réparties sur plusieurs personnes aux fonctions bien distinctes. Cela s'appelle la division des tâches de production, autrement dit l'industrie. Comment était fabriqué un chausson industriel ? Voici la réponse d'Albert Lepage (voir la bibliographie p. 50).

« Le tissu des chaussons est formé de bandes de lisière entrecroisées. On désigne sous le nom de lisière, le bord d'une pièce de drap, ce qui borne sa largeur des deux côtés. Cette lisière est déchirée en lanière par des femmes portant le nom de déchireuses ou par des machines à système d'engrenage. Aujourd'hui on emploie en place de lisière de drap un cordon plus résistant dit imitation.

Les femmes qui confectionnent le tissu portent le nom de tisseuses. Pour ce faire elles se servent : 1° de formes en bois dur ; 2° d'aiguilles à tricoter, longues et plates. Les formes sont pointées à l'avance c'est-à-dire au coup de pied un certain nombre de pointes sans têtes sont plantées pour former la patte du chausson, au talon un clou, à la pointe de la forme deux clous. Ces derniers clous sont destinés à retenir la lisière qui est enroulée dans le sens de la longueur sur la forme d'une manière qu'il serait trop long de décrire ici et sert pour ainsi dire de trame.

Cette opération du montage demande une certaine expérience. Sur cette trame, la tisseuse, son aiguille enfilée de lisière, prend tous les fils impairs et ensuite les pairs, de sorte qu'il en résulte un tissu qu'elle serre plus ou moins suivant le genre et la qualité des chaussons qu'elle doit faire.

Ce travail est absolument le même que celui d'un fabricant de paniers. La plus grande partie des tissus est aujourd'hui l'œuvre des prisonniers qui se servent d'un crochet au lieu d'une aiguille et obtiennent un tissu plus serré. Certains même parviennent à réaliser des travaux artistiques.

Le chausson terminé, il est passé une coulisse qui sert à le fixer sur le coup de pied ; ensuite il est déformé et porté en fabrique, passe dans les mains du renformeur ouvrier chargé comme son nom d'indique de le remettre sur forme ; puis les escarpineurs ont pour



Sur cette photographie prise au tout début du XX^e siècle, de jeunes tisseuses archépointaines s'arrêtent de travailler un instant. On voit très nettement les lanières qui étaient tressées sur les formes de chaussons (Photo des familles Riberprey et Letourneur).



mission de le semeller. Ces derniers opèrent ce travail à l'instar des cordonniers (les semelles sont découpées à l'emporte-pièce au moyen de machines à volant d'une grande puissance). Puis le chausson est de nouveau déformé et envoyé à l'atelier des épilucheuses, qui à l'aide de ciseaux larges et plats enlèvent le duvet, rentrent les bouts de lisière, brossent le tissu et en un mot font sa toilette pour le rendre coquet et présentable. Les chaussons sont ensuite classés par pointures, genres et douzaines.

Actuellement la plus grande partie des semelles sont cousues à l'aide d'une machine. La semelle est d'abord gravée à la machine et garnie vers le centre de cuir souple afin de dessiner la cambrure. Elle est ensuite encollée, placée sur le tissu et le tout est mis sous presse. Quand la colle est sèche on procède au déformage et le chausson passe dans les mains des couseurs, qui dirigent l'aiguille dans le sillon de la gravure.

En quelques secondes la semelle est cousue ; puis les rabatteurs à l'aide d'un outil en buis appelé *bisaiguë*, rabattent la gravure et terminent l'ouvrage. »

La forme est taillée dans du bois. Elle permet de positionner les pièces de cuir et de les assembler correctement.

Le chausson de lisière a été concurrencé par la pantoufle et, à partir de 1912, par l'espadrille qui était moins chère grâce à l'emploi d'une semelle de corde. Quant à la chaussure, elle est apparue en 1898 à Pont-de-l'Arche grâce à l'achat d'importantes machines capables de travailler la dureté du cuir durant de très longues heures. Cette mécanisation renforça encore la division des tâches de travail et la difficulté du labeur ouvrier. Elle eut aussi un impact sur l'architecture car les manufactures durent s'agrandir pour accueillir des machines prenant bien plus de place que les chaussonniers (p. 40).

Mais quelles étaient les manufactures en question ? Quels hommes les créèrent ?



La saga des Ouin : Marco

La famille Ouin est celle qui a le plus marqué la chaussure à Pont-de-l'Arche. Cordonniers, ils se sont reconvertis dans la vente et la fabrication de chaussons de lisière. La mémoire orale fait de cette famille la « *créatrice du chausson de lisière* » et même la « *plus ancienne fabrique de chaussure de France* ». C'est exagéré car la première raison sociale de l'entreprise est connue sous la forme « Antoine Ouin » et date de 1833. Or, Jean-Baptiste Labelle (voir p. 14) avait fondé sa société en 1820. Antoine Ouin s'est peut-être inspiré de Jean-Baptiste Labelle quand il créa officiellement son entreprise de vente et fabrication de chausson.

Antoine Ouin achetait la toile des chaussons de lisière dans les manufactures de drap de Louviers et Elbeuf, principalement la toile destinée à l'armée car elle était grossière et donc moins chère. Les chaussonniers étaient les gens de sa propre famille, les amis, les gens de la région qui acceptaient ses tarifs mais aussi les détenus des prisons locales. Toutes ces personnes tressaient la toile et cousaient les semelles en cuir. Antoine Ouin passait chercher les chaussons finis, les payait, puis allait les vendre à Rouen. Par la suite, les premiers ateliers furent créés afin de coudre les semelles, ce qui nécessitait une main d'œuvre plus qualifiée.

Après avoir fait leur réussite dans le chausson de lisière, les Ouin fabriquèrent des pantoufles à prix moyen à la fin du XIX^e siècle. C'est à partir de ce moment que cette entreprise suivit attentivement la mode et créa des modèles en toile blanche qui surent conquérir le marché national. En 1900, 1 440 000 paires de chaussons sortirent de la manufacture Ouin.

Puis vint le temps de la chaussure au tout début du XX^e siècle. Après la Première Guerre mondiale, Marcel Ouin se spécialisa dans la chaussure pour femmes avec l'ambition de créer des chaussures aussi confortables que les chaussons. Le slogan devint « *Marco, c'est l'agneau* » étant donnée la souplesse de la peau de ce jeune animal... Le créneau commercial devint, très nettement, le demi-luxe voir le luxe. La marque Marco fut créée afin d'accroître la visibilité de l'entreprise. Ce sigle signifia : MARcel Ouin puis Marcel André Ouin et compagnie. L'atelier de création des modèles prit une grande importance et hissa l'entreprise Ouin aux avant-gardes de la création française dans ce créneau.

La prospérité se fit sentir sur le nombre d'employés : 202 personnes en 1928 (avec une manufacture installée au Moulin-Pouchet à Romilly-sur-Andelle) ; 257 personnes en 1969 et jusqu'à 327 personnes en 1975.

Cependant la société Marco eut des problèmes financiers. Elle fut rachetée en 1973 par Labelle pour lui éviter le dépôt de bilan. La direction de Labelle recruta Jean-Pierre Tassel au poste de directeur. Né en 1939, il était auparavant détaillant à Fréjus. André Ouin continua à travailler à la création de nouveaux modèles. Un centre de production fut ouvert en Tunisie à Tazarka en 1982, la SMAC. Jean-Pierre Tassel acheta Marco en 1984 et devint ainsi son PDG. Il créa d'autres sociétés dont Sofidi et Nordatec afin d'ouvrir de nouveaux créneaux commerciaux notamment en direction d'une clientèle plus jeune. Malgré tout, la santé de l'entreprise déclina et les licenciements survinrent peu à peu. Il restait 102 personnes en 2008, 55 en 2009 après un redressement judiciaire. Marco a été repris par Mauricette Le Bras qui tente de sauvegarder les emplois en rajeunissant la gamme et en diversifiant les articles (maroquinerie).

Léopold, Marcel et André

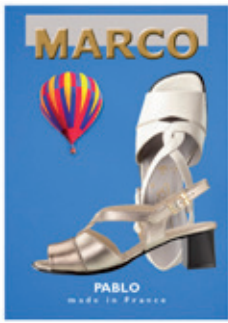
Les Ouin incarnent bien la figure des anciens patrons. Très impliqués dans la vie publique, ils étaient proches de leurs employés dont ils connaissaient le prénom et, bien souvent, l'année d'arrivée dans l'entreprise. Estimés, ils étaient appelés « *Monsieur Marcel* », « *Monsieur André* ». Ces appellations montrent à la fois une proximité et une déférence. Les Ouin se sont aussi beaucoup intéressés à la vie municipale. Léopold Armand Ouin (1852-1937) fut même désigné maire par les conseillers municipaux mais il déclina la proposition. Marcel (1877-1963) fut élu avec Maurice Delamare au nom des républicains de gauche. En 1913, il invita la population à une grande fête dans les locaux de la manufacture pour célébrer la victoire de Maurice

Delamare sur Maurice Hervey (conservateur) aux cantonales.



Marco[®]
PARIS

André Ouin a été le dernier patron archépointain. A la tête de Marco, il était passionné par la création de nouveaux modèles de chaussures.



Plus de 300 personnes étaient présentes dont la fanfare municipale. Quant à André Ouin (1907-1997), il soutint les radicaux de gauche dont Pierre Mendès France et Gilbert Martin.

Les Ouin ont aussi été très constants dans la créativité. Ils ont souhaité être à la pointe de la mode. André, dernier patron « d'antan », était passionné par la création et l'innovation. Il investit beaucoup de temps et d'argent et inventa, entre autres, la chaussure sur air. Cependant Adidas reprit son idée avant qu'il ne l'ait brevetée. Plus intéressé par son travail que par l'argent, il délaissa un peu la partie commerciale du métier. C'est le dernier grand patron archépointain, il se refusa à délocaliser une partie de la production. Pour lui « *la chaussure, c'est Pont-de-l'Arche* ». Il vendit de nombreux terrains afin d'équilibrer le budget de l'entreprise avant d'être contraint de la vendre en 1973. Il finit ses jours sans fortune et sans descendance.

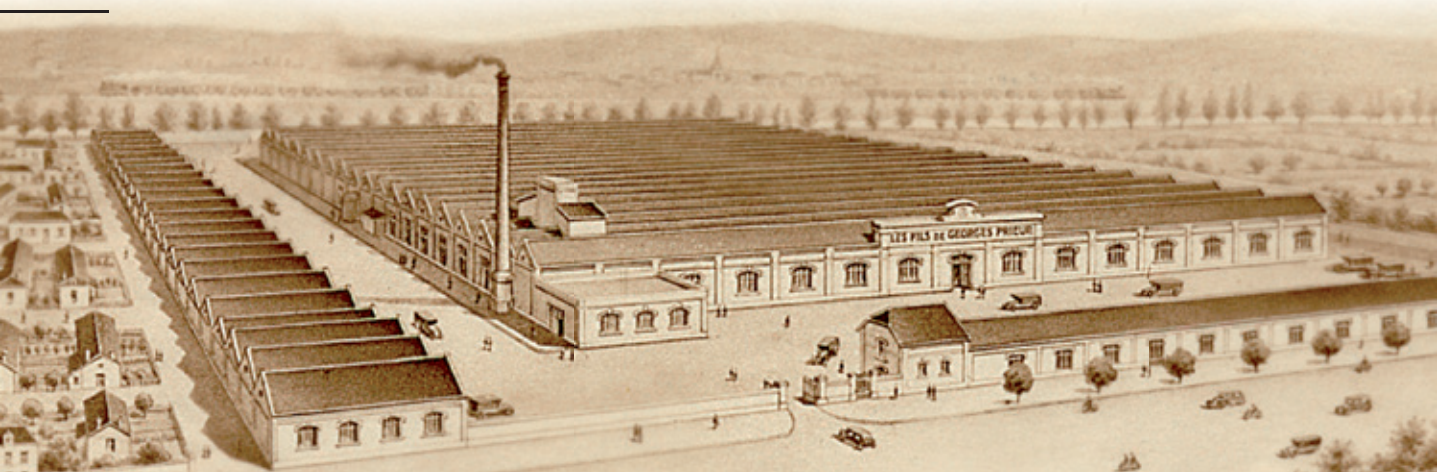
Georges Prieur et ses fils

Georges Prieur (1850-1927) débuta son activité peu après la guerre de 1870. Frère d'Henry Prieur, il était par ailleurs sous-directeur de la fanfare municipale en 1899. Il s'établit tout d'abord dans la rue Jean-Prieur puis au boulevard de la Marne. Contrairement à Henry, son entreprise mit du temps à s'accroître. Il associa peu à peu ses fils et changea le nom de sa société : « Georges Prieur et fils aîné », puis « Georges Prieur et fils »... Il était spécialisé dans le chausson féminin, la fantaisie : toile, velours, satin, feutres et peaux légères. Avant la Première Guerre mondiale, il céda la place à ses fils ce qui donna naissance à la société « Les fils de Georges Prieur ». Ceux-ci, André, Fernand, Marcel, Léon et René, firent exploser la taille de l'entreprise en bâtissant l'immense manufacture située aux Damps sur l'avenue de la forêt de Bord. Quand la guerre éclata, c'est l'armée britannique qui finit de construire cette manufacture afin de l'occuper pour réparer des moteurs d'avions. Avec 4 500 m², le local industriel était paré pour accueillir les machines les plus modernes afin de participer à la course à la productivité. Après 1918, les produits des fils de Georges Prieur étaient commercialisés sous la marque « A l'abeille » et se vendaient principalement à Paris, puis dans le reste de la France et à l'étranger. Dans les meilleures années, cette entreprise employait 500 personnes. Elle fut la première, dans la région, à s'équiper de tapis roulants pour le travail à la chaîne. Cependant, l'usine Prieur ferma ses portes vers 1962-1963.

L'abeille, marque créée par les fils de Georges Prieur.



La manufacture des fils de Georges Prieur aux Damps selon une représentation idéalisée pour le papier à lettre.



Manufacture de chaussures Henry & Albert Prieur

Henry Prieur (1840-1915) fut d'abord employé chez son oncle, Antoine Ouin.

Il créa sa manufacture en 1872 en commercialisant un chausson... de chez Antoine Ouin : « *Le Tunisien* ». Ensuite il mit sur le marché des pantouffles et des chaussons de lisière. Après avoir habité dans la rue Sainte-Marie il fit construire de grands locaux sur la route de Tostes. La réussite de l'entreprise lui permit d'acheter la maison bourgeoise qui accueille de nos jours le centre de loisirs (« le château »). En 1898, la manufacture « Henry Prieur et Cie » fabriquait des « *chaussons de lisière, tresse et lisière, lacet uni et tapisserie et imitation foulé en tous genres* » comme l'indique l'en-tête de ses factures. La même année, il fut le premier entrepreneur archépointain à mécaniser une partie du travail en acquérant des machines américaines pour le montage des semelles et le finissage. Il installa deux chaudières afin d'alimenter ces machines qui rendirent possible la réalisation de chaussures. Cette mécanisation lui permit de poursuivre son essor en accroissant la production. Comme la manufacture Ouin, il se spécialisa dans le semi-luxe en réalisant des articles en toile, velours, chevreau, vernis de haute fantaisie...

Etant donné l'accroissement des cadences, il

n'est pas étonnant que la première grande grève de l'histoire de Pont-de-l'Arche ait éclaté dans les ateliers Prieur en 1900 (voir p. 34).

Henry Prieur fut conseiller municipal dès 1878. Sa vie publique fut bien remplie car il devint adjoint en 1890 avant de devenir maire de 1891 à 1892 et de 1908 à 1912. Il refusa le poste de maire en 1892 et se désista en 1902 en faveur de Jules Fromont. Il était proche de Maurice Delamare et Léopold Armand Ouin. En 1915, Henry Prieur décéda. Il avait alors 75 ans.

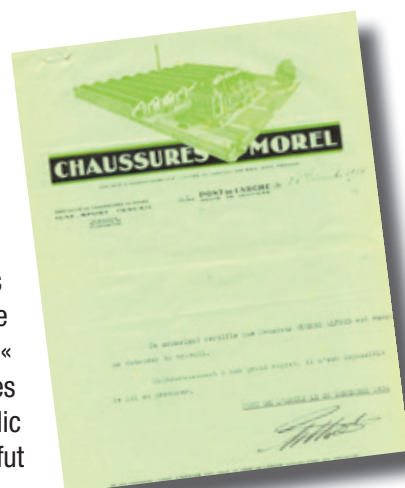
Peu avant 1914, Henry Prieur (1882-1937) et (Jules) Albert Prieur (1890-1965) prirent en main l'entreprise de leur père. Ils transformèrent et agrandirent la manufacture en acquérant de l'outillage de pointe pour entrer dans le marché national et colonial. Ils employèrent 350 employés en 1923. Toutefois, cette entreprise ferma définitivement ses portes en 1964.



Georges Prieur (page 12)

Charles Morel

Charles Morel (1882-1964) est natif de Pont-de-l'Arche. Il fonda une manufacture à Elbeuf en 1909 (elle ferma en 1935). Prospère, ce premier centre de fabrication lui permit d'en construire un deuxième à Igoville (en 1919) et enfin un troisième à Pont-de-l'Arche (en 1929) dans la rue Charles-Cacheleux. Fait rare dans notre contrée, Charles Morel fit fabriquer des chaussures pour hommes à Pont-de-l'Arche (sous la marque « Océan »). La manufacture d'Igoville fabriquait des chaussures pour femmes (sous la marque « Nénuphar »). A Igoville également étaient fabriquées des chaussures pour les officiers de l'armée. Charles Morel est un personnage public incontournable. Il fut maire de 1930 à 1936 puis de 1947 à 1953 et fut





décoré de l'ordre de la légion d'honneur. Il racheta La Vènerie, vaste propriété au n° 17 de la rue Charles-Cacheleux qui fut construite en 1905 pour Olympe Hériot afin de servir à la chasse à coudre. Le fils de Charles Morel, Raymond (1915-2003), fut directeur de la manufacture de Pont-de-l'Arche à partir de 1940. Son frère, Jacques, dirigea celle d'Igovie avant de déposer le bilan et de rejoindre Charles en 1964. Après avoir embauché jusqu'à 150 employés en 1936, la manufacture Morel ferma ses portes en 1968. Ses locaux à toits de sheds furent rasés en 2009 pour laisser place à la résidence Les Marquises.

Paul Nion, père et fils

Jules Amédée Nion (dit Paul) (1885-1957) puis son fils Paul (1909-19XX) firent prospérer aux alentours de 1905 une manufacture située sur la place Hyacinthe-Langlois. Ils purent ensuite bâtir une vaste manufacture de chaussures pour femmes dans la rue Jean-Prieur. La première manufacture se spécialisa dans la chaussure pour hommes. Paul Nion (fils) fut candidat radical face à Raoul Sergent (DVD) aux cantonales de 1930. La société Nion ferma ses portes en 1954 (voir p. 40).

A l'emplacement de l'actuel Coccimarket, se trouvait le premier atelier de Paul Nion (à gauche, avec des moustaches). Sur la photo se trouvent Marcel Niaux (debout, blond, devant une machine) qui aida Paul Nion à monter son entreprise. Assis, au centre de la photo, se trouve Marcel Hublet qui devint directeur d'usine chez Paul Nion. Photo famille Niaux.

Labelle

Jean-Baptiste Labelle (1775-1839) était un marchand ambulante. Il faisait tisser des rubans et des tissus qu'il vendait dans les foires normandes et dans ses deux boutiques (Rouen et Bolbec). Parmi les vendeurs en mercerie, il fut le premier à mettre en vente des chaussons de lisière confectionnés entre Gaillon et Rouen. Il fit connaître ce produit qui fut apprécié à tel point que, dès 1820, il créa la société « Labelle aîné et Roussel ». Il fit réaliser d'importantes quantités de ces chaussons par des gens travaillant à domicile mais aussi par des femmes de



mariniers navigant entre Rouen et Paris. Il fit aussi travailler des prisonniers de Gaillon et de Caen. Cette réussite se traduisit rapidement par une réorganisation de la production. Les semelles des chaussons de lisière furent cousues dans un atelier à Gaillon. Mais, puisque la majeure partie des chaussons étaient confectionnés entre Pont-de-l'Arche et Gaillon, Jean-Baptiste décida en 1827 de s'établir à Saint-Pierre-du-Vauvray. Les locaux de la manufacture actuelle ont été bâtis non loin de sa première maison.



Edouard-Alexis Labelle (1804-1877) prit la suite de son père en 1839. Il ouvrit un magasin à Paris et développa la vente de pantoufles en drap d'Elbeuf. Sa fille Charlotte réalisa des dessins en tapisserie aux couleurs très vives ce qui plut à la clientèle française et brésilienne.

Puis, Paul Labelle adapta sa manufacture pour obtenir des records de production (960 000 pantoufles furent fabriquées en 1884). En 1908, Albert Labelle fit fabriquer les premières chaussures de son entreprise. L'importante mécanisation nécessita la construction de grands ateliers et l'acquisition d'une puissante machine à vapeur.

En 1928, Francis Labelle (1910-1989) fit tripler la surface des manufactures et s'orienta vers la confection de chaussures à prix bas et moyens. Dans les années 1960, les fils de Francis - Jean-Charles, Edouard et Vincent - prirent la direction de l'entreprise. Ils achetèrent une usine à Saint-Amand-Montrond en 1965 ce qui permit d'atteindre la production record de plus de 3 millions de paires par an. Plus de 1 000 personnes étaient employées sur le site de

Saint-Pierre-du-Vauvray et 200 à Saint-Amand. Le créneau commercial portait principalement sur les chaussures et pantoufles pour femmes. L'entreprise Labelle écoula sa production dans toute la France et l'Europe y compris l'URSS. Cependant, la production en France fut de plus en plus concurrencée. L'industrialisation a gagné l'Italie et l'Espagne après 1945 et, depuis, les



pays émergents tels que la Chine, le Viêt-Nâm, l'Inde... La

main d'œuvre étant sous-payée et ne bénéficiant d'aucune protection sociale, certains investisseurs peuvent y réduire considérablement le coût de production et, au final, le prix de vente.

A partir de là, Jean-Charles Labelle fit de très importants efforts de marketing (voir p. 22) mais aussi de réduction des coûts de production. En 1978, il créa une filiale nommée Tachon dont il fut le PDG. Celle-ci avait pour mission d'importer des chaussures de marque. Près de 350 personnes étaient employées dans les bureaux de Normandie, les 90 points de vente en France et les commerciaux. Cette activité se développa bien ce qui permit au groupe Labelle de se maintenir. Les chaussures pour femme et enfant étaient importées depuis Casablanca (Maroc) et Tachon avait négocié le droit de les commercialiser sous le nom de René Derhy ou encore Ted Lapidus. L'objectif était de leur donner une bonne

visibilité sur le marché et, principalement, parmi les produits bon marché des grandes surfaces. L'expérience marocaine fit revivre le travail à domicile. En plus des 300 employés travaillant dans l'usine, une centaine de personnes tressaient chez elles des chaussons et des mocassins.

Cependant le dépôt de bilan de Labelle en 2003 impliqua la revente de Tachon.

C'est le groupe portugais Investvar comercial qui le racheta. Celui-ci remit en cause la place des produits Tachon et une partie du personnel de direction. L'équilibre financier se perdit et ce groupe cherche un repreneur depuis 2009.



*Emile Duprai
(au centre,
avec un
béret) installa
sa fabrique
dans la rue
Jean-Prieur
où se trouve
aujourd'hui le
Marisa.*

Une myriade de petites entreprises

Si l'on ne retenait que les noms des grandes entreprises, on ferait une caricature de ce

que fut « la chaussure » à Pont-de-l'Arche. En effet, plus de 50 entreprises ont existé (voir p. 52) depuis le milieu du XIX^e siècle ! Et encore, les fabriques de chaussons n'ont pas toutes été déclarées... En 1874, on comptait 24 fabricants déclarés dans notre ville. Le plus souvent, les locaux se trouvaient dans les habitations des entrepreneurs (voir p. 40). Voici le portrait de certains entrepreneurs... au gré des informations que nous avons réussi à glaner.

A la suite de Jean-Baptiste Labelle et d'Antoine Ouin, des sociétés furent fondées dans les années 1860 par Jean-Louis Goujon, Justine Martin, et un certain Lambert. Peu après la guerre de 1870, ce fut le tour de Louise Bréham, Victor Sergent, Henry Prieur, Georges Prieur, Noël Lefrançois, E. Brasseur, Eugène Gournay, Louis Hacot, Victor Bureau, Théophile Quen, Emile Stref... Puis vint la vague de 1900. Alexandre Bréham et son associé Poupardin (rue Jean-Prieur), André et René Delamare (rue Jean-Prieur), Jules Hacot (entre la rue Sainte-Marie et le boulevard de la Marne), Maurice Lefebvre (rue Huault), Bernard Leclerc (route d'Elbeuf, où le Coop s'est installé par la suite), Eugène Bréham (rue Maurice-Hervey. Son local est encore debout près de la rue Charles-Cacheleux).

Emile Duprai

Emile Duprai tenait tout d'abord un café-épicerie dans la rue Franklin-Roosevelt. Puis il se lança dans la fabrication de chaussures en rachetant un local de la rue Jean-Prieur (l'actuel Marisa). Il fut élu conseiller municipal avec Maurice Delamare au nom des républicains de gauche et des radicaux.



Jean Coudray

Jean Coudray (1910-19XX) fut directeur d'usine chez « les fils de Georges Prieur », aux Damps. Il habitait au chemin des Haies. C'est non loin de son habitation qu'il fit construire un local (où se trouvent les ateliers techniques municipaux des Damps) lorsqu'il s'est lancé dans la chaussure vers 1930. Il fut associé durant un temps à son beau-père Fernand Prieur (lui-même fils de Georges Prieur) mais son entreprise ferma en 1952.

Dominique Kalinoglou

Dominique Kalinoglou était un fabricant de chaussons de tresse dont la marque était « Chaussures Kali ». Il avait fait bâtir une manufacture sur l'avenue de la forêt de Bord, aux Damps. C'est la Seconde Guerre mondiale qui mit fin à ses activités. Son local fut racheté par Marcel Ouin qui le louait à la mairie des Damps afin de servir de salle des fêtes. Ce local fut abattu en 2006 pour construire une résidence au n° 18.



La commune des Damps bénéficia de l'expansion de l'industrie de la chaussure à Pont-de-l'Arche. Ici l'exemple des Chaussures Kali.

Roland Daniel

Roland Daniel (1905-1986) était un passionné de musique. Il dirigea la fanfare municipale durant de nombreuses années. Il devint entrepreneur en chaussure et fit construire un local sur la place du Souvenir. Celui-ci fut abattu dans les années 1990 afin de faire ressortir les remparts médiévaux. Il accueillit un magasin de meubles peu de temps avant sa démolition.

André Magnant

André Magnant (1870-1925) fabriquait des chaussons et des pantoufles avant 1911. Il possédait un local et une boutique dans la rue Alphonse-Samain. Le local est situé en contrebas de la salle Ambroise-Croizat. Charles Niaux (1877-19XX) fut son successeur en 1922. Ce dernier était bien entouré car sa femme, Zoé Prieur, était la sœur d'Henry et Georges Prieur...

Yves Cotonéa

Yves Cotonéa (1913-1990) a commercialisé des chaussures au nom de la société Aiglon. Son local fut bâti en 1936 au n° 25 de la rue Olivier-des-Bordeaux. Il est encore debout aujourd'hui. L'entreprise ferma ses portes avant 1957.



Bernard Leclerc

Bernard Leclerc (1905-19XX) employait une dizaine de personnes dans son entreprise située rue de Gaulle. Son local se trouvait derrière le café du Commerce tenu par son grand-père. Il fut occupé par la suite par le Coop qui agrandit cette maison en briques rouges datant de 1913. L'entreprise Leclerc fournissait les pompiers de Saint-Aubin, certaines brigades de Gendarmerie (en chaussures silencieuses), les Ponts-et-chaussées... L'entreprise prit fin vers 1956-1957.



Léonor et la « cité Forfait »

La chaussure a marqué les esprits, elle a aussi façonné des familles. Ainsi la famille Forfait s'est retrouvée au cœur des quartiers nouveaux, les cités ouvrières. Léonore Forfait était boulangère dans la rue de Paris (rue Franklin-Roosevelt aujourd'hui). Il décida de faire construire au tout début du XX^e siècle 8 maisons pour ses sept enfants et lui-même à l'angle de la rue du Bon-air et de la rue

Léonor Forfait, au centre, dans la rue Emile-Lenoble ou Olivier-des-Bordeaux.

Olivier-des-Bordeaux (hormis les n° 10 et 12). Un de ses fils, Léonor Forfait (1874-1946), se lança dans la chaussure après la Grande guerre. Résidant au n° 14 de la rue Olivier-des-Bordeaux, il fit bâtir sa manufacture à côté de chez lui entre l'impasse et la rue du Bon-air. Il fut conseiller municipal avec Charles Morel. Léonor Forfait s'associa avec Noël Rocoul (1872-1942) pendant un temps sous le nom de « Forfait-Rocoul » avant de passer la main à Noël Rocoul qui habitait, lui, au n° 24.

Fernand Forfait (né en 1882), frère de Léonor, se lança lui aussi dans le travail de la chaussure. Il s'associa avec Bruno Riberprey (né en 1888) et fit construire une manufacture dans la rue Olivier-des-Bordeaux sous le nom de « Riberprey et Cie ». Fernand Forfait fit construire une maison au n° 20 qui porte ses initiales ainsi que l'année 1927 (pour l'agrandissement seulement). Ce n'est pas tout, un des trois fils de Léonor, Roger, commença à travailler à 11 ans chez son père puis fit sa carrière chez Marco. C'est lui qui fit construire la maison, au n° 22, et qui porte ses initiales sur une plaque. La famille Forfait illustre bien ce qu'a pu être le travail de la chaussure pour certaines familles. Les constructions successives dans un nouveau quartier de la ville donnent une meilleure visibilité à cette famille. On appelait même « cité Forfait » cette partie de la ville.

PierHel et les Jouvin

Après la grande grève de 1900, Gaston Jouvin (1869-19XX) décida de créer sa propre manufacture de chaussons et s'établit dans la rue de Gaulle (où se situe le salon de coiffure près du Grand-Saint-Eloi). Cette entreprise employa une trentaine de personnes, au maximum, et ne ferma ses portes qu'en 1972 après avoir été dirigée par Gaston Jouvin (fils) et Pierre Jouvin (petit-fils). C'est la dernière manufacture archépontaine à avoir cessé son activité.

Elle illustre bien l'investissement des employeurs dans la conception et la vente des chaussures. Dans les grandes entreprises, il y avait des salariés qui dessinaient les plans (les *patrons*) des chaussures à réaliser. Comme tous les petits entrepreneurs, ce sont les Jouvin qui faisaient les patrons destinés à confectionner de nouveaux modèles. Ils les faisaient ensuite breveter avant d'aller démarcher les commerçants. Les commandes de ces derniers déclenchaient la production des nouvelles chaussures. Les Jouvin recouraient cependant aux services de trois représentants (un pour Paris, et deux autres qui se partageaient le Nord et le Sud de la Loire). Ils étaient payés au pourcentage.

L'entreprise Jouvin se spécialisa dans la



production de qualité et créa la marque PierHel (Pierre et Hélène) qui se vendait dans des maisons de renom : Baily, Hérault, Manfield, Le Printemps, Galeries Lafayette... Cette affaire familiale introduisit le nylon dans la fabrication des bottillons. Elle innovait beaucoup dans la sculpture des talons en bois. Pour trouver des matériaux originaux qui répondent aux exigences de qualité, les Jouvin allaient à la semaine du cuir de Paris. L'été ils allaient en vacances en Italie afin de s'inspirer de la mode.

Après l'ouverture de la SICA (m-real) et Renault à Cléon, les Jouvin ont eu du mal à trouver de la main d'œuvre qualifiée. Lorsque l'entreprise familiale ferma ses portes, en 1972, il ne restait plus que huit personnes en activité.

Paris-Luxe de René Hublet

René Hublet (1914-2009) est l'un des derniers entrepreneurs à s'être lancé dans la chaussure à Pont-de-l'Arche. Il commença sa carrière chez Marco. Ambitieux, il se mit à son compte en tant que cordonnier dans la banlieue rouennaise. Il s'illustra dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI) lors d'un échange de tirs pendant la débâcle de l'armée allemande en août 1944.

Après guerre, René Hublet commença à faire quelques chaussures sur commande. Son savoir-faire sut fidéliser une clientèle. Ainsi, il créa son entreprise à Pont-de-l'Arche. Les « chaussures Hublet » étaient nées et bientôt les murs de la manufacture (200 m²) furent érigés dans la rue Abbé-de-Lanterie. Une quarantaine de personnes y travaillaient quotidiennement.

René Hublet avait le profil de l'entrepreneur. Passionné par les techniques et les nouveautés, il sut acquérir du bon matériel qu'il réparait lui-même, très fréquemment. Souvent derrière la machine, il était au contact permanent des ouvriers qui étaient des amis de longue date où des membres de la famille. Tous ces contacts entretenaient une ambiance propice au travail. Tout le monde se tutoyait et les cérémonies familiales se déroulaient souvent dans les locaux de la manufacture.

Quant au créneau commercial, c'était la qualité qui était visée. La marque « Paris luxe » démontre l'envie de René Hublet de se situer dans les produits ayant leur place au sein de la mode et de son centre français : Paris. La manufacture ferma toutefois ses portes en 1962.



René Hublet, au centre, est l'un des derniers entrepreneurs à s'être lancé dans la chaussure à Pont-de-l'Arche.



Il était une fois dans l'ouest

Ce livre qui retrace les liens entre Pont-de-l'Arche et le travail de la chaussure ne pouvait passer sous silence l'expérience unique de Yan Ferry. Né à Pont-de-l'Arche en 1958, Yan est devenu fabricant de chaussures au Mexique. Retour en arrière... « *Quand j'ai vécu ma jeunesse à Pont-de-l'Arche il ne restait que quelques usines. Aujourd'hui je garde le souvenir des membres de ma famille qui étaient presque tous des ouvriers de la chaussure. Quelques-uns, comme mon grand-père Robert Niaux, ma grand-tante Marcelle, mon père, mes oncles étaient modélistes. Certains sont devenus indépendants comme René Hublet qui a fondé sa propre entreprise et d'autres, comme Robert Niaux, ont fondé leurs ateliers de modélisme. Ce dernier fut d'ailleurs président des modélistes de France, une association qui s'appelait Club 15 car ils avaient débuté à 15.* » C'est



en 1979 que Yan est allé découvrir le Mexique. Après plusieurs jobs, il a retrouvé l'univers du modélisme dans lequel il a grandi. « *J'ai donc commencé à travailler dans l'export de Santiags western. J'ai aussi été agent pour plusieurs entreprises avant de fonder ma première usine, Liberty boot, que j'ai revendu en 1997.* » En 1999, notre Archépointain a fondé Old Gringo boots avec un associé américain. Aujourd'hui, deux usines basées à Leon emploient 310 personnes. Une douzaine de collaborateurs composent l'équipe de vente et de secrétariat aux Etats-Unis. Le créneau ? L'export, à raison de 70 % des ventes aux USA et 25 % en Europe avec notamment un distributeur situé à Bordeaux.

Industrie et transports

Durant des décennies, les patrons se sont déplacés chez les chaussonniers pour leur fournir les matières premières et récupérer ensuite les chaussons finis. Mais, lorsque les manufactures ont ouvert leurs portes, ce sont les ouvriers qui se sont déplacés et, à part la marche à pied et le vélo, les moyens de transports se sont adaptés...

Les deux gares de Pont-de-l'Arche ont permis à de nombreux ouvriers de la région de venir quotidiennement à leur travail (Pont-de-l'Arche / coll. Hôtel de Normandie, carte postale, vers 1905).

La gare de Saint-Pierre-du-Vauvray et celles de Pont-de-l'Arche (en fait situées à Alizay) ont joué un rôle important dans le développement de l'industrie locale. Elles furent créées en 1843 sur la ligne Paris-Rouen. Une seconde gare fut bâtie à Alizay en 1896 pour relier Gisors à Pont-de-l'Arche.

Ainsi, le train a permis de démultiplier le nombre de chaussures transportées partout en France. Beaucoup d'ouvriers habitaient à Pont-de-l'Arche et Saint-Pierre-du-Vauvray. C'est pour cela que la majorité des manufactures ont été bâties dans ces communes. Mais beaucoup d'ouvriers qui habitaient plus loin ont pu faire le trajet quotidien grâce aux trains. Les chaussonniers de la vallée de l'Andelle utilisaient des Michelinnes (deux ou trois wagons) sur la ligne Pont-de-l'Arche/Gisors. La ligne Rouen-Paris emmenait les travailleurs du sud de Rouen et de Louviers soit à Pont-de-l'Arche soit à Saint-Pierre-du-Vauvray. Les anciens se souviennent de la foule impressionnante qui sortait de la gare



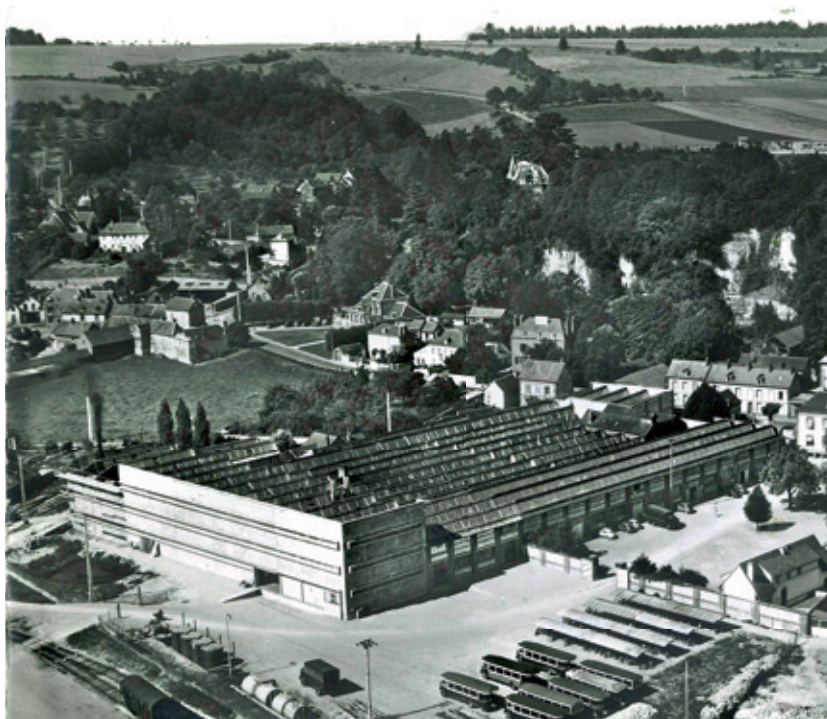


Comme d'autres grandes entreprises, les Fils de Georges Prieur (Les Damps) offraient un service quotidien de ramassage des ouvriers (photographie anonyme, vers 1930).

de Pont-de-l'Arche. Des centaines de personnes marchaient jusqu'à Pont-de-l'Arche en passant par le pont. Le soir, de nouveau, un impressionnant cortège se formait après la sortie des usines en direction de la gare. Il n'était pas rare que des jeunes archépointains raccompagnent galamment certaines ouvrières. Dans années 1970, les transports Martin, basés à Alizay, faisaient encore la navette en camion entre la gare et les entreprises de Pont-de-l'Arche pour apporter des matières premières et pour exporter les chaussures.

Dans l'entre deux guerres, avec l'arrivée du pétrole, les plus grands entrepreneurs achetèrent des camions afin de déposer leurs productions à la gare où dans les villes les plus proches. Ils purent aussi chercher plus facilement les matières premières. De plus, comme le montre la photo des « Fils de Georges Prieur », il suffisait d'attacher au camion une remorque qui faisait office de car pour aller chercher le personnel. Bien souvent, ce type de services était un compromis négocié entre le personnel et la direction. Il permettait d'améliorer le quotidien des ouvriers sans pour autant augmenter leurs salaires. Le ramassage des ouvriers se faisait jusqu'au Vaudreuil, Charleval, La Haye-Malherbe. Il allait aussi chercher des ouvriers qui descendaient du train à Alizay.

L'emploi du pétrole a largement facilité les transports. Il a permis aux entreprises de toucher un marché bien plus vaste où se concurrencent de très nombreuses entreprises du monde entier (voir p. 48).



Les cars du personnel sont garés entre le parc à vélos et la ligne Paris-Rouen qui passe juste à côté des locaux de l'entreprise Labelle (carte postale, éditions Roger Lapie, vers 1950).



Un exemple de cadeau remis aux fidèles clients du magasin des Chaussures Morel, à Pont-Audemer. Dessin de Germaine Bouret, 1938.

La place cruciale des commerciaux et des marques

Les marchands ambulants ont impulsé et organisé la production de chaussons (voir p. 6). Malgré l'accroissement de la production, ils sont restés les principaux représentants de leurs marques.

Parcourant la France entière et l'étranger pour susciter les commandes, ils présentaient des échantillons et négociaient les conditions de vente. Cette charge de travail étant très importante, des directeurs étaient nommés à la tête des ateliers puis des manufactures. Dans les grandes entreprises locales, des postes de commerciaux ont été créés afin d'étendre le réseau de vente nécessaire à l'écoulement des marchandises.

A la fin du XIX^e siècle, l'amélioration des moyens de production (mécanisation) et de transports (train) ont permis aux manufactures d'étendre leur place sur le marché français et international. Cela a accru le nombre de concurrents potentiels et cela a déprécié la valeur des produits devenus à la fois plus accessibles et ordinaires. Cette concurrence est aussi devenue plus forte dans les grands magasins qui ont commencé à se développer à la fin du XIX^e siècle et qui présentaient de nombreux produits en même temps.

Les entreprises ont dû s'adapter et l'exemple de Labelle est particulièrement instructif. A partir de 1890, les premiers représentants ont été recrutés afin de se rapprocher des points de vente et de mieux positionner leurs produits. Durant cette période, la marque « Aux clés » fut créée ainsi qu'un logo. Ce nom faisait référence à saint Pierre, le saint patron de la commune, qui est le détenteur des clés du Paradis dans la religion catholique. L'usage d'une marque de fabrique démontre le souci d'accroître la visibilité des chaussures Labelle.

Pour soigner leur image et pour trouver de nouveaux clients, les entreprises locales tenaient un stand à la semaine du cuir de Paris. Ici l'entreprise de Paul Nion à la 4^e semaine du cuir. Photo de René Duveau, Paris.



Certains entrepreneurs ont pu acheter des magasins afin de maîtriser le prix de vente de leurs produits. Ainsi Marco a possédé un magasin à Rouen, Raymond Morel à Pont-Audemer, Labelle en a possédé bien plus... L'entreprise tchèque « Bat'a » a largement fait sa réussite en créant ses propres points de vente dans de nombreux pays ce qui a porté un coup dur aux entreprises françaises qui n'ont pas pu s'accroître autant, produire autant, et proposer des prix aussi bas.



L'industrialisation a touché le sud de l'Europe après 1945 et le reste du monde à la fin du XX^e siècle. La concurrence s'est accrue et a fait fermer de nombreuses entreprises en France. Encore une fois, la société Labelle a tiré son épingle du jeu. Jean-Charles Labelle (né en 1936), ancien élève de Science-politique, licencié en droit et titulaire d'un DESS en sciences économiques, a largement développé le marketing dans son entreprise. En étudiant les attentes des consommateurs, en travaillant avec la société Mercury-Goldman sur les meilleures techniques de vente, il a su défendre la place de l'entreprise familiale. « *La vente, c'est 90 % de préparation et 10 % de terrain. On était les meilleurs sur le plan commercial, même si nous n'avions pas les meilleures collections. Le marketing est une science humaine à part entière.* » C'est ainsi que Labelle s'est adapté au marché et s'est

concentré sur les chaussures de marque, à prix moyen, vendues chez de nombreux distributeurs. Pour assurer une meilleure visibilité à leurs produits, cette société a acheté les droits de commercialiser ses articles sous le nom de Ted Lapidus, René Derhy... et fabriquait sous la marque Kickers au Maroc.

Aujourd'hui, les marques ont pris une place tellement importante que ce sont elles qui commandent leurs produits à telle ou telle entreprise sous-traitante où qu'elle soit dans le monde. En effet, le coût des transports a largement baissé avec l'emploi du pétrole. Il est devenu moins cher d'importer que de produire sur place (voir p. 48). Les entreprises ne se développent plus par elles-mêmes mais grâce aux commandes de sociétés multinationales.

La tour Eiffel est utilisée par l'entreprise Marco pour positionner ses chaussures dans le marché du semi-luxe, Paris étant au cœur de la mode française.



L'insertion de publicités dans le magazine Marie-Claire démontre bien l'aura des chaussures Marco dans la mode nationale (ici en 1939).

Mode !

Afin de suivre les goûts de la clientèle, la recherche était... fondamentale ! Les plus grandes familles d'entrepreneurs ont envoyé leurs enfants à l'école de la chaussure de Romans. Les vacances estivales étaient l'occasion d'aller en Italie pour voir quelle était la mode dans ce grand pays de la chaussure. Surtout, les grandes entreprises ont développé des ateliers de création où les modélistes travaillaient sans relâche pour façonner les prochaines collections qui allaient être proposées aux points de vente. Le suivi de la mode a donné naissance à quelques emplois que l'on n'imagine plus aujourd'hui à Pont-de-l'Arche : les mannequins. Ainsi Marco, pour ne citer qu'un exemple, employait une (belle) enfant du pays pour présenter les prototypes des chaussures. Chaussant du 38, pointure « idéale », ce mannequin permettait aux décideurs de voir très concrètement le fruit de leurs efforts en créativité.



La marque « Chaussures à la clé » permettait d'identifier facilement les produits Labelle parmi une concurrence nombreuse (extrait de L'illustration, 1923).

Culture et festivités ouvrières

Comment parler d'industrie sans parler des gens qui l'ont fait vivre ? C'est pourquoi nous proposons ici quelques aspects de la vie ouvrière avant que les loisirs ne deviennent quotidiens.

Foi catholique

Naguère, le monde professionnel, comme la société française, était imprégné de valeurs religieuses. Les professionnels du cuir manifestaient leur foi catholique de plusieurs manières. Les cordonniers ont financé un vitrail qui porte les armes de leur corporation (voir p. 3). Les chaussonniers, quant à eux, ont financé deux statues, celles de saint Crépin et saint Crépinien (voir photos page de droite). La légende raconte que ces deux cordonniers romains s'étaient établis à Soissons. En 285 ou 286, leur foi chrétienne fut dénoncée. Ils furent conduits devant l'empereur Maximien qui était de passage en Gaule. Ils refusèrent d'abandonner le christianisme ce qui leur valut une décapitation. Les deux statues qui nous intéressent datent de la fin du XIX^e siècle. Situées sous le vitrail des cordonniers, elles présentent les saints sous des traits un peu gothiques. Les cordonniers portent un tablier, un marteau, une forme de chaussure, un renformoir et une chaussure. Pour l'anecdote, Crépinien signifie « petit Crépin », c'est pourquoi il est représenté sous des traits plus jeunes.

La Saint-Crépin est célébrée le 25 octobre. Au XIX^e siècle, les ouvriers chaussonniers quittaient l'usine et se rendaient en procession à l'église pour y entendre la messe. Après la messe, une fête était donnée dans les manufactures par les employeurs. Si la procession religieuse s'est essouffée dès le début du XX^e siècle, la Saint-Crépin est restée une date festive. Jusque dans les années 1960, un repas et un bal étaient offerts par l'employeur aux ouvriers qui revenaient à l'usine, le soir. C'était aussi l'occasion, dans les ateliers Labelle, de remettre les médailles du travail et même d'élire une miss chaussure de l'année. Chez Marco, cette fête devint une simple pause méridienne un peu plus longue où l'employeur offrait un repas amélioré ainsi qu'un traditionnel chausson aux pommes. Ces festivités furent peu à peu abandonnées par les employés et prirent fin au début des années 1990. Elles subsistèrent chez Labelle jusqu'en 2003.



La bannière des chaussonniers

Faite en laine blanche et entourée de franges dorées, la bannière des chaussonniers fut réalisée pour Antoine Quin (1819-1896). Celle-ci représente d'un côté les armes de la ville de Pont-de-l'Arche et, de l'autre côté, un marteau de cordonnier, une forme de chaussure, deux chaussures et un chausson traversée par une aiguille à tricoter. Cette bannière est aujourd'hui conservée dans l'usine Marco. Il est probable qu'elle ait servi à la fanfare du personnel (page 26).

Le Pontdelarchiais : le parler ouvrier de Pont-de-l'Arche

Le Pontdelarchiais est un nom donné par les habitants de Pont-de-l'Arche au parler local. Aujourd'hui encore, quelques Archépointains se souviennent de ce langage châtié qu'utilisaient les ouvriers mais qui était compris de tous. Aux Damps déjà, ou encore à Rouen, on reconnaissait les Archépointains à leur accent très prononcé. Le Pontdelarchiais était issu du parler normand local et enrichi de termes argotiques. Ferment d'une culture ouvrière, il a fait survivre le parler normand à Pont-de-l'Arche jusqu'à la Seconde Guerre mondiale alors que celui-ci disparut dans les campagnes locales aux alentours de la Première Guerre mondiale. Pour l'anecdote, dans ce pays voué au travail de la chaussure, on ne disait pas maréchaussée ou Ponts et chaussées mais, curieusement, « *marée déchaussée* » et « *ponts déchaussés* »...

Les mots de nos ancêtres

Aller à la godasse : aller au travail (dans les usines de chaussure)

Berquier (un) : berger

Boujou : bonjour, salut, au revoir, bisou

Carnage : un enfant très remuant. Quant aux Carnages, c'est le surnom des Archépointains

Carnasse (la) : un cartable

Catouiller : mélanger (se disait pour les dominos)

Cauchons (les) : chaussons

Cauchure : chaussure

Choumacre (le) : cordonnier (de l'allemand schumacher)

Choumaquer : réparer une chaussure

Coup de pied au cul : dernier verre

Criq'beu : Criquebeuf

Croisa (une) : une fenêtre

Fâ (le) : feu

Fâniâ : être fâniâ, c'est écorcher les mots, parler patois, être fainéant

Gampette (une) : une casquette

Gouléyante (la) ou la rinchette (un verre de calva)

Moutaure : Montaure

Murolle (une) : brioche

Quaire : chaise

Qu'mina (la) : cheminée

Ramouqua : remonter, ramouquer, requinquer

Sacouilla (du) : du bazar

S'quairer : s'asseoir

Sérugien (un) : chirurgien

Soubriquet : sobriquet

Les sobriquets

Jusqu'en 1944, les habitants de Pont-de-l'Arche se donnaient des sobriquets (des surnoms). Tout le monde se connaissait dans la ville car on y travaillait et on habitait. Cependant, il est difficile de se rappeler tous les noms. Alors des surnoms personnalisés étaient donnés. Ceux-ci étaient souvent moqueurs, parfois cruels, ce qui traduit les rapports que les habitants pouvaient entretenir naguère : ni pire ni meilleurs qu'aujourd'hui, mais beaucoup plus intenses. Nous avons publié une liste de sobriquets (voir bibliographie p. 50) parmi lesquels on retrouve le monde de la chaussure. Voici quelques exemples...

- *Dix-heures-dix* : surnom donné à un patron de la chaussure qui marchait en canard, les pieds étant illustrés par la position des aiguilles dans le cadran.
- *Madam'-hareng* : femme qui allait souvent chercher du poisson. Or, un jour sa machine commença à faire des étincelles. Elle prit peur et s'enfuit en courant sans oublier ses deux sacs qui, sous les secousses, déversaient dans l'atelier les poissons fraîchement acquis...
- *Roi-du-bout-dur* (le) : il n'y a rien de déplacé dans ce sobriquet. Le bout dur est la partie bombée qui forme l'avant de la chaussure. Elle est composée d'un cuir que l'on durcit fortement. Ce surnom désignait Maurice Morel qui fournissait, depuis Arpajon (Essonne), les contreforts et les bouts durs ainsi que des colles néoprènes et autres produits.



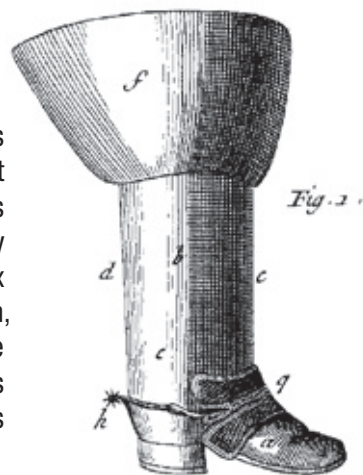
La fanfare municipale au début du XX^e siècle. Photo Tardieu.

Sainte-Anne et fanfare

De chef-lieu de canton rural, la cité de Pont-de-l'Arche est devenue un pôle industriel (voir p. 6). Cette position a renforcé le commerce local mais aussi la fête Sainte-Anne en attirant de nombreuses personnes qui travaillaient dans notre cité. Après 1918, on élisait même à la Sainte-Anne la « reine de la chaussure » et ses demoiselles d'honneur. La fête communale était attendue longtemps à l'avance. Les Archépointains décoraient leurs maisons, dépensaient quelques économies pour faire la fête durant trois à quatre journées. Certains enfants se rappelaient alors l'existence de certaines tantes, certains oncles, qui pouvaient leur offrir un tour de manège sur un cheval de bois sur la place Aristide-Briand...

Les fanfares, celles de Pont-de-l'Arche en tête, animaient énormément les festivités grâce à des défilés ou encore en accompagnant les exercices de gymnastique des enfants. A cette occasion, les patrons accordaient quelques congés afin de donner à la fête toute l'ampleur qu'elle mérite. La première fanfare de Pont-de-l'Arche fut fondée par les pompiers en 1863. En 1869, les 21 musiciens demandèrent à la préfecture le droit de créer une fanfare désolidarisée de la compagnie de pompiers afin d'accueillir de nouveaux musiciens. Elle s'appelait la « Société musicale de Pont-de-l'Arche ». On comptait parmi ses membres des patrons du chausson tels que Georges Prieur, Antoine Quin, Henri Prieur... Entre 1887 et 1888, la fanfare fit de grands progrès sous la direction de François Brasseur (1846-1905). En 1892, un « Grand concours

d'harmonie et de fanfares » eut lieu sous la présidence d'honneur de Jules Massenet. La fanfare municipale, les commerçants et la municipalité avaient alors invité une vingtaine de fanfares haut-normandes à plusieurs concours qui eurent lieu notamment dans les manufactures de Léopold Ouin et Henry Prieur. Ces festivités comptaient tellement que des prix étaient offerts aux meilleures fanfares par les employés des maisons Henry Prieur et Ouin. Enfin, c'est Jules Hacot, autre entrepreneur de la chaussure, qui prit la direction de la fanfare de 1905 à 1933. Dans les années 1920, une Amicale des clairons existait parallèlement à la fanfare municipale. Cette dernière s'éteignit dans les années 1990.



Ciné-théâtre

L'armée de l'air britannique occupa l'espace compris entre Les Damps et Pont-de-l'Arche. Elle finit de construire l'usine des fils de Georges Prieur (afin de l'occuper) et construisit de nombreux baraquements provisoires. Un de ces baraquements servait de salle des fêtes aux soldats. Situé au bout de la rue du marché, il servit de salle des fêtes après le départ de l'armée et son achat par la commune en 1921. La gestion était assurée par un particulier : Edmond Béquet à partir de 1922, Maurice Lavoisey (1925) puis Emile Chary en 1928. Ces deux derniers mirent en place « La Grande revue locale ». Cette pièce de théâtre exista durant quelques années à partir de 1926 et selon des thèmes différents : « *Fouillons Pont-de-l'Arche* », « *Pont-de-l'Arche a ri* »... Faisant intervenir des acteurs locaux, un orchestre, de riches costumes, la Grande revue a évidemment parlé de la chaussure. Ainsi, en 1927, la 10^e scène incluait cette chanson :

*Ouvriers de cette cité
De partout gardez le renom
Vos chaussures étant les plus belles
Le travail en est plus fécond
En tous pays, il faut que l'on admire
La pureté de vos formes sans défaut...*

Le concours de gymnastique sur la place Aristide-Briand était un des grands rendez-vous de la Sainte-Anne.





La Grande revue a été un grand rendez-vous théâtral de Pont-de-l'Arche à l'initiative d'Emile Chary (en haut à droite).

La 28^e scène, l'apothéose, présentait les reines de la chaussure... Des actrices déguisées en « chausson de lisières, sabot, godillot » et, plus modernes, « Charles IX, Duc de Guise, Richelieu, Lamballe, Salômé, Décolleté ».

Emile Chary (1895-1982) était le directeur du cinéma-théâtre l'Eden (rue du marché) de 1928 à 1937. Il fut aussi le metteur en scène de La Grande revue locale. Militant radical-socialiste, il fédéra les commerçants de la ville en 1932 afin de défendre les ouvriers grévistes auprès de la préfecture et, plus précisément, des forces de l'ordre (voir p. 36). Président de l'association La jeunesse laïque, il proposa de nombreuses animations pour

les enfants (arbre de Noël, fêtes de la jeunesse...). Elu conseiller municipal en 1936 face au conservateur Charles Morel, la location de la salle des fêtes lui fut retirée par le maire Raoul Sergent, proche de Charles Morel.

La vie quotidienne

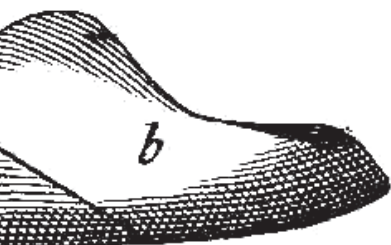
Au travail

Comme la majorité de nos contemporains dans le monde, nos ancêtres ont vécu très simplement. L'expansion de l'économie de marché et l'essor industriel ont à peine deux siècles. Ils ont réduit les fêtes religieuses, augmenté les cadences de travail, créé un cadre de vie urbain plus pollué, appauvri l'alimentation et accru la dépendance envers l'argent.

Quand la réforme administrative a fermé les quatre tribunaux de Pont-de-l'Arche en 1790, presque tout le riche personnel a quitté la ville. L'écluse construite pour Napoléon en 1813 a mis au chômage les haleurs (voir p. 4). Il ne restait plus aux habitants que la pêche, l'exploitation du bois, les petites boutiques, le travail du bas d'étamine, les cordonniers. Par conséquent, la vie était très frugale et la population était très exposée aux aléas du temps et de la maladie. Pont-de-l'Arche battit le record de l'Eure de victimes du choléra en 1832 : 148 malades sur 1483 habitants (presque 10 %) dont 37 décès soit 2,5 % de la population.

L'essor du chausson a trouvé un terrain propice dans notre ville car on avait déjà le doigté pour la couture des bas d'étamine et de nombreux cordonniers s'y trouvaient (voir p. 4). Qui plus est, la ville manquait d'activités. Mais le travail du chausson n'a pas apporté d'aisance. Octave Mirbeau a très bien décrit le désarroi et l'abandon des chaussonniers lors de l'épidémie de rougeole de 1888 et d'influenza de 1890 (voir p. 32). A l'époque, il n'y avait pas de secours en cas de chômage, de maladie ou encore de retraite. Si l'on ne travaillait pas, on ne pourvoyait pas à ses besoins. Seul le bureau de bienfaisance apportait quelques secours communaux en pain et en viande. Ces bureaux, ancêtres des Centres communaux d'action sociale, furent institués par la Révolution française en 1796 mais leurs moyens étaient proportionnels à la richesse des communes c'est-à-dire faibles, le plus souvent.

Alors, avec l'industrialisation, des Sociétés de secours mutuels se sont créées pour venir en aide aux plus démunis (voir encadré page suivante).





Voici l'un des plus beaux documents qui concernent les chaussonniers de Pont-de-l'Arche. Prise vers 1900, le lieu n'est pas identifié. Le nom « Société ouvrière » semble indiquer qu'il s'agit-là d'une organisation syndicale possédant une caisse de secours mutuels. Ces caisses communes permettaient de mutualiser des sommes d'argent afin de venir en aide aux plus nécessiteux (maladie, chômage...). Elles pouvaient donc aider les ouvriers à tenir plus longtemps un mouvement de grève et donc vaincre la résistance patronale. A ce titre, elles ont joué un rôle essentiel dans la lutte pour la reconnaissance des droits sociaux et ont permis l'essor des idées collectivistes. On voit sur cette photographie de jeunes personnes qui s'unissent pour tenter de bâtir un avenir meilleur. Ce n'est pas un hasard si un bébé se trouve au milieu de tous...

« Emancipation des chaussonniers de Pont-de-l'Arche, camarades... » (inscrit sur la porte à droite). Photo famille Poupardin.

De nos jours, à la manière des Ch'tis vis-à-vis des mines de charbon, on peut ressentir une certaine nostalgie du plein emploi dans la chaussure. Cette nostalgie ne doit pas masquer la dureté de la vie de nos ancêtres qui ont répété les mêmes gestes durant très longtemps et pour le plus bas salaire qui soit dans l'industrie régionale.

Si une bonne ambiance générale régnait dans les ateliers, cela ne veut pas dire que tout le monde était respecté. Moqueries, licenciements abusifs, favoritisme, la palette des injustices n'est pas née d'hier.

La législation du travail

- 1841 : loi fixant la durée de travail des enfants dans les ateliers à 12 h de 12 à 16 ans et à 8 h de huit à douze ans.
- 1848 : journée de travail limitée à 11 h en province.
- 1882 : scolarité obligatoire pour les enfants de six à treize ans.
- 1884 : loi Waldeck-Rousseau sur la liberté de création des syndicats.
- 1892 : réduction de la journée de travail des femmes et des enfants à dix heures.
- 1893 : lois posant les normes d'hygiène et de sécurité au travail.
- 1898 : officialisation des sociétés de secours mutuels.
- 1903 : réduction de la journée de travail à 10 h pour tous.
- 1906 : institution du repos le dimanche.
- 1910 : création du Code du travail.
- 1919 : semaine de 48 heures.

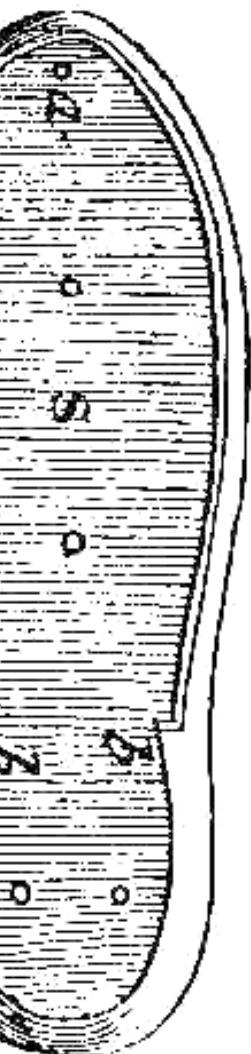
Travail des enfants

Si, aujourd'hui, il est inconcevable de faire travailler les enfants, il fallut attendre 1841 pour qu'on commence à limiter la durée quotidienne du travail des enfants dans l'industrie. Ensuite, la scolarité obligatoire jusqu'à 12 ans mit un frein à l'embauche des enfants que l'on faisait travailler parce que les salaires des adultes ne suffisaient pas.

Suite à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des filles mineures, les mairies durent recenser les enfants qui travaillaient dans l'industrie. En 1899, à Pont-de-l'Arche, 116 personnes de moins de 18 ans travaillaient chez Léopold Ouin, 113 chez Henry Prieur, 32 chez Eugène Gournay, 9 chez Georges Prieur et 3 chez E. Brasseur.

Les mentalités ont continué à évoluer. Dans les années 1920 il fallait un certificat médical pour embaucher un mineur. Ainsi cette lettre du docteur Leduc : « *Je soussigné certifie que le jeune Roland L. né le 8 janvier 1924 présente une résistance physique et un état général supérieurs à ceux d'un garçon de son âge et que rien ne s'oppose à qu'il fasse un travail manuel dans une usine. Pont-de-l'Arche le 23 octobre 1936.* »

Enfin, jusque dans les années 1960, beaucoup de jeunes commençaient à travailler dès 13 ou 14 ans dans les manufactures. Cela devint impossible quand l'enseignement secondaire fut décrété obligatoire. Une expression toute archépontaine désignait ceux qui, comme leur famille, ont commencé à travailler très tôt dans la chaussure : « *être né dans une boîte à chaussures* »...



Le travail des enfants s'est raréfié à mesure que les mentalités ont évolué. Ici dans la manufacture de Paul Nion en 1929.



Les familles ouvrières cultivaient presque toutes un potager ou un jardin sur les abords de la ville. Ici les anciens fossés, boulevard de la Marne. Photo famille Forfait.

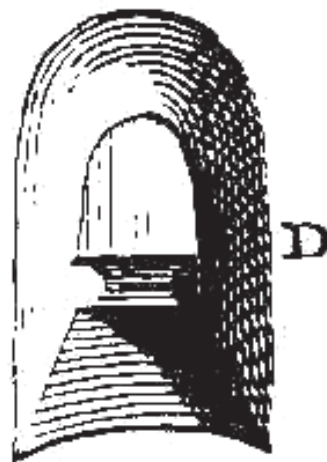
Dans la vie de tous les jours

Pour varier l'alimentation sans alourdir les dépenses du foyer, les familles ouvrières cultivaient presque toutes un potager ou un jardin sur les abords de la ville. En règle générale, ce sont les hommes qui jardinaient le dimanche et en soirée. Une partie des légumes et les fruits étaient mis en conserve en vue de l'hiver. Souvent, les ouvriers élevaient des lapins et des poules. Certains d'entre eux s'adonnaient à la pêche, la chasse, voire le braconnage.

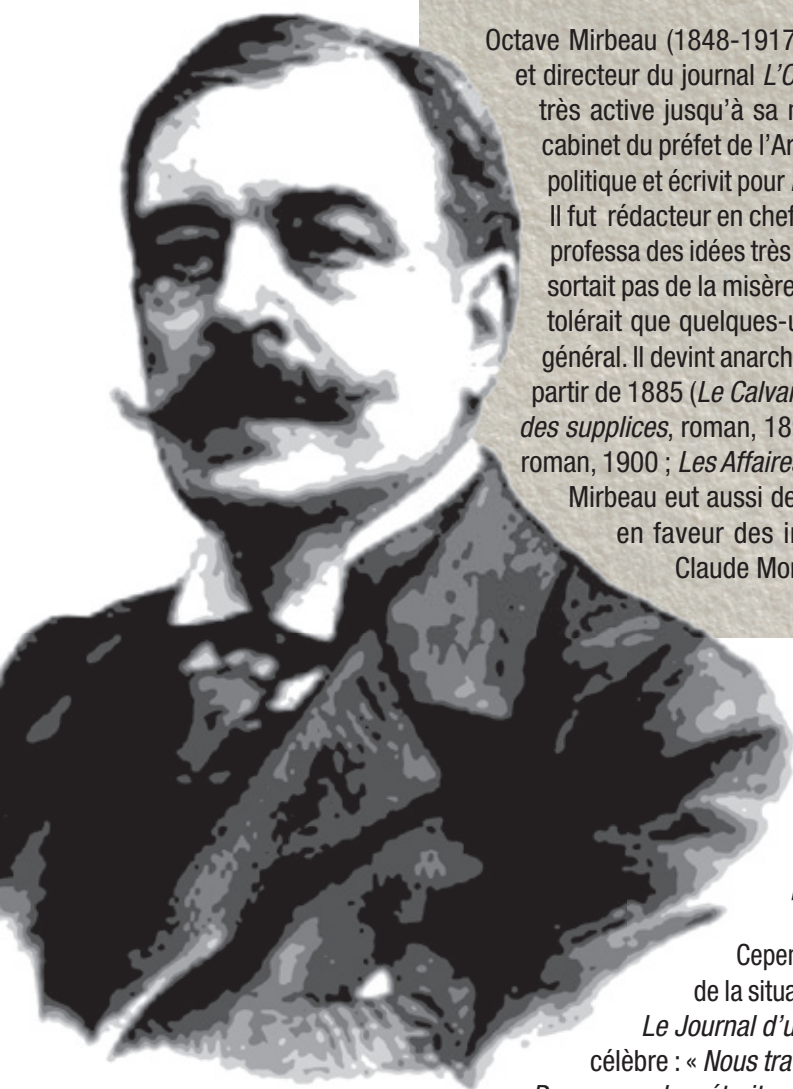
Quant aux courses, elles se faisaient chez un des nombreux épiciers de la ville (les grandes surfaces n'étant apparues que dans les années 1960). On allait à l'épicerie presque quotidiennement pour chercher le strict nécessaire. Les cafés et débits de boisson étaient plus nombreux qu'aujourd'hui. Ils étaient incontournables dans la sociabilité des hommes qui retrouvaient les collègues et les amis autour de jeux de cartes, de dominos et de boissons...

Jusque vers 1945, les ouvriers n'avaient pas les moyens de se payer une grande garde-robe. C'est donc le samedi que l'on nettoyait les rares tenues de la semaine. Certaines familles avaient à leur disposition une buanderie. On prenait alors un bain avant d'y nettoyer le linge.

Le dimanche matin, les enfants allaient en forêt avec leurs pères pour *croquer* les branches mortes. *Croquer* est un mot normand qui signifie crocher, c'est-à-dire arracher les branches mortes avec un croc. On revenait de la forêt avec une lourde brouette pleine de bois pour alimenter le poêle (cuisson de la nourriture et chauffage en hiver). On récupérait aussi les pommes de pins qui permettaient de faire démarrer le feu. Plus tard dans la matinée, il fallait se dépêcher pour aller à la messe. Dans l'après-midi, on allait au jardin et on se rendait visite les uns chez les autres, les amis tout comme les membres de la famille.



Octave Mirbeau



Octave Mirbeau (1848-1917) fut secrétaire d'un député conservateur et directeur du journal *L'Ordre de Paris*. Il connut une vie parisienne très active jusqu'à sa nomination en 1877 au poste de chef de cabinet du préfet de l'Ariège. Quelques années plus tard, il quitta la politique et écrivit pour *Le Gaulois*, *Le Figaro*, *Grimaces*, *La France*... Il fut rédacteur en chef à *Paris-Midi Paris-Minuit*. Il s'émancipa et professa des idées très avancées à gauche. La jeune république ne sortait pas de la misère un grand nombre de citoyens parce qu'on tolérait que quelques-uns s'enrichissent aux dépens de l'intérêt général. Il devint anarchiste. Il écrivit des nouvelles et des romans à partir de 1885 (*Le Calvaire*) ; *L'Abbé Jules*, roman, 1888 ; *Le Jardin des supplices*, roman, 1898 ; *Le Journal d'une femme de chambre*, roman, 1900 ; *Les Affaires sont les Affaires*, théâtre, 1903... Octave Mirbeau eut aussi des goûts artistiques audacieux notamment en faveur des impressionnistes et plus précisément de Claude Monet.

C'est le 30 juillet 1889 qu'Octave Mirbeau s'installa au n° 7 de la rue Morel-Billet (Les Cèdres), aux Damps. Situé à côté de la gare de Pont-de-l'Arche, à quatre heures de la Capitale, il pouvait profiter des bords de Seine « *dans le plus admirable paysage qui puisse se voir.* »

Cependant, l'écrivain donnait une autre description de la situation sociale. Il parla de Pont-de-l'Arche dans *Le Journal d'une femme de chambre*, son roman le plus célèbre : « *Nous traversons le pays... Ah vrai ! Il n'est pas joli... Des rues sales, étroites, tortueuses, et des places où les maisons sont de guingois, des maisons qui ne tiennent pas debout, des maisons noires, en vieux bois pourri, avec de hauts pignons branlants et des étages ventrus qui avancent les uns sur les autres, comme dans l'ancien temps... Les gens qui passent sont vilains, vilains, et je n'ai pas aperçu un seul beau garçon... L'industrie du pays est le chausson de lisière. La plupart des chaussonniers, qui n'ont pu livrer aux usines le travail de la semaine, travaillent encore... Et je vois derrière des vitres, de pauvres faces chétives, des dos courbés, des mains noires qui tapotent sur des semelles de cuir...* »

L'écrivain arrivait à Pont-de-l'Arche dans un contexte particulièrement critique. Les années 1888 à 1890 font partie des pires moments de l'histoire locale en période de paix. En 1888, une épidémie de rougeole frappa la population. En 1890, c'est l'influenza qui toucha les habitants et tua des enfants. Les habitants étaient acculés au chômage car ils n'étaient pas en état de travailler. Or, il n'y avait pas de caisse de chômage et l'épargne n'était guère possible étant donnée la faiblesse des salaires. Il n'y avait



que les bureaux de bienfaisance qui allouaient des aides obtenues sur les finances communales.

Le président du bureau de bienfaisance de Pont-de-l'Arche était le maire Jules Lequeux. Les fonds du bureau permirent de donner des bons d'achat chez les boulangers et bouchers de la ville. Mais ils s'épuisèrent rapidement. Le maire sollicita plusieurs fois l'aide de l'Etat à partir du printemps 1889. Il demandait, à titre exceptionnel, une aide de 500 francs pour les nombreuses victimes parmi les enfants. Il précisait que l'industrie chaussonnière, la seule qui existe à Pont-de-l'Arche, supporte depuis longtemps une crise des plus prononcées qui a nécessité des secours en viande et en pain aux familles... restées sans travail. Représentant l'Etat, le préfet de l'Eure resta sourd aux appels de la municipalité.

Fort de sa notoriété et révolté par cette situation, Octave Mirbeau décida d'appuyer les demandes du maire et envoya une lettre à Charles Freycinet, président du Conseil des ministres. C'était en juin 1890. Il y écrivait que « *la commune de Pont-de-l'Arche est horriblement pauvre et regorge de misérables qu'il faut soutenir. Or, l'administration municipale ne dispose d'aucune ressource* ». L'écrivain joua à la fois sur la corde sensible et sur sa notoriété publique. Il donna une sorte d'avertissement au ministre en lui faisant part de son envie de réveiller les ouvriers de leur apathie et de leur inculquer le désir d'une initiative personnelle. C'est déjà ce qu'il écrit à son ami anarchiste Jean Grave, rédacteur en chef du journal *La Révolte* : « *... quand on parle à ces pauvres chaussonniers un peu virilement, ils vous regardent d'un air méfiant, et vous prennent pour un fou. Ils sont abominablement exploités par leurs patrons, croupissent dans des misères indicibles. Et non seulement ils ne tentent pas d'acquérir un sort meilleur mais ils ont une instinctive méfiance envers celui qui vient d'une manière toute désintéressée leur ouvrir les yeux sur leur état, et leur parler de leurs droits. Ils ne croient qu'au curé qui les abrûtit et tond sur leur pauvreté ce qui serait indispensable à leur vie* ».

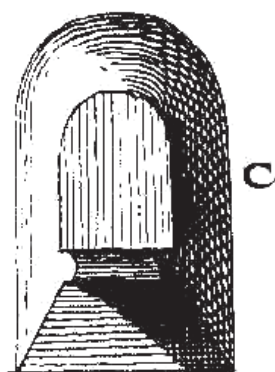
Octave Mirbeau précisa au ministre : « *Je tâche aussi de soustraire ces malheureux - qui m'intéressent humainement et littérairement.* » En effet, quel meilleur pouvoir pour un écrivain que d'informer le grand public sur une situation atroce qui est tolérée par l'Etat ?

Malgré tout, la demande de Jules Lequeux ne fut jamais satisfaite. Le maire dut financer les bons alimentaires par l'argent issu de la vente de concessions au cimetière et grâce à des quêtes... Les habitants des milieux modestes de Pont-de-l'Arche, chaussonniers en tête, furent bel et bien *abandonnés* par l'Etat...

C'est donc pour se venger de dirigeants qui se refusent à tout interventionnisme qu'Octave Mirbeau écrivit la nouvelle « *Les abandonnés* ». Publié dans *L'Echo de Paris* du 28 juillet 1890, ce texte raconte l'histoire de Justine, jeune journaliste qui vient à la rencontre d'Honoré Rebours, le maire, afin qu'elle puisse entrer à l'hôpital local. Elle est enceinte et c'est pour cette raison que ses anciens patrons viennent de la licencier... Le maire est désarmé : elle



Les Cèdres, maison des Damps où vécut Octave Mirbeau de 1889 à 1893



ne peut pas entrer dans l'hôpital à cause des conditions d'admission édictées par les donateurs. Honoré Rebours demande alors à la jeune femme si elle n'a pas de famille ou de conjoint mais celle-ci répond par la négative : le père de l'enfant vient d'être mobilisé dans l'armée en Afrique. L'Etat casse la vie des miséreux sans leur apporter en retour de quoi subsister. Le maire prend alors sur lui et emmène Justine à Louviers où il force l'administration de l'hôpital à accueillir la future mère. Il était temps. Sans M. Rebours, Justine aurait accouché seule, dans la rue... Le maire, qui dit se moquer des lois et de ceux qui les font, agit en véritable révolutionnaire remonté contre l'oppression des lois et des riches et rage contre le système de la charité. Cette forme d'assistance s'avère injuste et stupide tant ses règles sont arbitraires. La charité doit être remplacée par une protection publique afin d'éviter d'abandonner des citoyens. Il faut édicter des règles afin d'organiser la solidarité



Camille Pissarro réalisa quatre toiles du jardin d'Octave Mirbeau. Ce critique d'art fut un des premiers à défendre les Impressionnistes parmi lesquels il eut beaucoup d'amis dont Pissarro et Monet.

à l'échelle de la société.

Octave Mirbeau fit payer au gouvernement son libéralisme. Un peu déçu d'avoir adressé tant de flatteries en vain, l'anarchiste lança sèchement dans *Les abandonnés* « qu'il n'y a donc rien à attendre dans le gaspillage des faveurs administratives... » Quant à Jules Lequeux, il démissionna le 21 décembre 1890.

Jules Lequeux fut maire de Pont-de-l'Arche de 1885 à 1890 sous l'étiquette républicaine de gauche. En 1890, il démissionna de son poste de maire. Il resta conseiller municipal et fut nommé conseiller d'arrondissement en 1891. Ce pharmacien se retira à Rouen où il fut élu conseiller municipal de 1896 à 1904. Le 25 novembre 1916, il était salué comme un « sincère républicain » dans la rubrique nécrologique du journal radical *L'Elbeuvien*. Cette estime de la part des radicaux atteste l'engagement à gauche de cet homme, surtout après l'affaire Dreyfus qui redistribua les cartes entre progressistes et conservateurs.



Jules Lequeux, maire, eut l'appui d'Octave Mirbeau pour défendre les chaussonniers de Pont-de-l'Arche (détail d'un vitrail).

La grève de 1900 où l'émergence du mouvement ouvrier

Alors qu'en 1890 Octave Mirbeau déplorait encore la passivité des chaussonniers de Pont-de-l'Arche (voir p. 33), une grande grève éclata en 1900 dans les manufactures de la ville. L'industrialisation et l'accélération des cadences n'y étaient pas pour rien (voir p. 8).

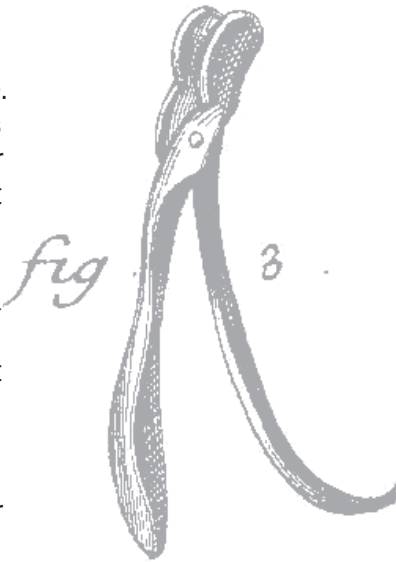
En 1900, les ouvriers revendiquèrent collectivement une hausse des salaires. Malgré l'intervention du sénateur Ernest Thorel et du député Charles Aubourg

de Boury, la grève se heurta au refus patronal. La situation se dégrada et les carreaux des usines furent même brisés par des grévistes. Des renforts de police furent dépêchés. Les employés d'Eugène Gournay et de Léopold Ouin obtinrent satisfaction à la mi-octobre. Pour les autres, la situation était sombre. Les familles des ouvriers grévistes n'avaient aucun salaire. Seuls quelques bons alimentaires distribués par le Bureau de bienfaisance de la commune leur permettaient de se nourrir un peu. Dans l'impasse, les ouvriers menacèrent de quitter la région ce qui fit céder Henry Prieur qui craignait de perdre une main d'œuvre qualifiée.

Durant cette grève, le syndicalisme s'était développé dans le monde de la chaussure. C'est ainsi que l'on trouve trace de La Société ouvrière qui semble s'être constituée autour d'une société de secours mutuels (voir p. 29)... C'est aussi durant cette période qu'apparaît un mouvement socialiste appelé le Réveil social. Il ne parvint cependant pas à détrôner le radicalisme local.

Las de la situation, quatre ouvriers se lancèrent en 1900 dans la création de leurs propres entreprises. Ils espéraient ainsi être rémunérés à hauteur de leur mérite. Ils s'appelaient Alexandre Bréham, Maurice Lefebvre, Gaston Jouvin et Vigneron.

Il faut attendre 1925 pour voir apparaître une nouvelle grève générale. Du 17 au 26 février, ce sont 800 ouvriers, dont 500 de Pont-de-l'Arche qui ont cessé le travail afin d'obtenir une augmentation. Sans heurt, les employeurs et leurs salariés se sont alors entendus sur une augmentation de 6 à 20 % selon les catégories de travailleurs. Notons que la grève partit de l'usine d'Henry et Albert Prieur où le mouvement syndical était le plus actif.



La grande grève de 1932

La grève de 1932 est un des événements majeurs de l'histoire de Pont-de-l'Arche et de la proche région au XX^e siècle. Malgré le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale, les Archépointains ont longtemps gardé en mémoire le choc de 1932.

Pour faire face à la crise de 1929, les grands patrons de Pont-de-l'Arche s'entendirent pour baisser les salaires de 10 % en avançant que la concurrence étrangère devenait trop rude (et surtout le tchèque Bat'a). Mais les salaires de la chaussure étaient déjà les plus bas de l'industrie. Qui plus est, ce n'est pas la même chose de baisser de 10 % le faible salaire de l'ouvrier et le salaire du contremaître.

Les ouvriers défendirent leur honneur et leurs conditions de vie en lançant un vaste mouvement de grève en mars. Ainsi les 740 membres du Syndicat de la chaussure de Pont-de-l'Arche et des environs (apparenté CGT) furent rejoints par tous les grévistes.

Les pouvoirs publics proposèrent d'avancer la date de versement des allocations familiales instituées par

Le personnel des Fils de Georges Prieur, quelques années après la mise en service de la manufacture de l'avenue de la forêt de Bord (Les Damps).



la loi du 9 mars 1932 qui n'était pas encore applicable. Les ouvriers refusèrent ces maigres allocations dont ils seraient de toute façon bénéficiaires dans quelques mois. Qui plus est, en 1931 les industriels du cuir avaient négocié auprès du gouvernement la hausse des droits de douane de 25 % en 1931 afin de lutter contre la concurrence étrangère. Ils avaient promis, en échange, de ne pas baisser les salaires... Un an plus tard, ils revenaient sur leur parole. La grève se poursuivit alors que la saison était particulièrement rude. La misère gagna les 1 300 ouvriers grévistes malgré l'aide des Bureaux de bienfaisance des communes concernées et le soutien des ouvriers de la région de Rouen, Elbeuf et Louviers qui alimentaient une caisse de solidarité.

En 2009, la répression du 29 mars 1932 est encore dans les mémoires. Les plus anciens se rappellent la police à cheval qui, depuis sa caserne de la place Aristide-Briand, descendit au galop toute la rue Roosevelt. Elle utilisa les matraques de l'époque – les sabres de parade – contre les manifestants. La majorité de ceux-ci réfluèrent ou s'engouffrèrent dans les boutiques où les commerçants, dépassés par les événements, accueillirent tant bien que mal les manifestants. Les policiers arrivèrent sur la place Hyacinthe-Langlois où le

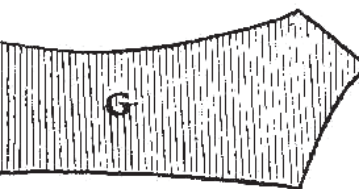
gros des manifestants les attendait. Sous les jets de pavés, des manifestants firent tomber des policiers de leurs chevaux. Longtemps après, il y avait encore des hommes qui s'enorgueillissaient d'avoir rendu aux forces de l'ordre les coups qu'elles avaient assésés.

Le commissaire Renard nota dans son rapport que, *« vers 19 h 30, un cortège de près de 500 personnes a parcouru la ville en chantant l'Internationale. Des pierres ont été lancées sur les usines Henry Prieur et Paul Nion (bris de vitres). Le peloton à pied a été envoyé pour réprimer les manifestants. L'arrière du cortège a commencé à opposer une résistance au peloton et l'avant l'a encerclé. Coups de poings, jets de pierres, blessés, notamment chez les policiers. L'ordre a été donné au peloton à cheval d'intervenir mais les grévistes ont lancé une brouette aux jambes des animaux et se sont accrochés aux brides ce qui a obligé les cavaliers à agir énergiquement pour se dégager eux-mêmes ».*

Bien souvent, les débordements des manifestants suffisent à limiter l'impact d'un mouvement social ou à le discréditer. Mais, en mars 1932, la violence de la répression a donné du poids aux grévistes : non seulement les pouvoirs publics donnaient l'impression de soutenir le patronat mais, en plus, ils s'attaquaient à ceux qui souffraient déjà. Victimes, les ouvriers obtinrent le soutien des commerçants de la ville, à majorité radicale, qui s'opposèrent auprès du préfet à l'arrivée de renforts policiers (les Gardes mobiles républicains).

Charles Michels (1903-1941), ouvrier en chaussures, devint secrétaire au syndicat CGTU, puis CGT, de la fédération des cuirs et peaux. Il devint député communiste du XV^e arrondissement en 1936. Son éloquence et sa capacité à mobiliser les travailleurs expliquent sa présence à la grève de 1932 à Pont-de-l'Arche.

Il fut déchu de ses fonctions législatives en 1940 en raison de son appartenance au Parti communiste français. Puis il entra dans la Résistance mais fut rapidement emprisonné par la Gestapo. Parmi 26 détenus, dont le célèbre Guy Môquet, il fut le premier otage fusillé le 22 octobre 1941 à Nantes. Guy Môquet cita Charles Michels dans l'avant dernière qu'il écrivit à sa famille avant d'être fusillé à son tour.



Le 1^{er} avril, le ministre du travail Pierre Laval suivit l'avis du sénateur conservateur Maurice Hervey : « *les coupables sont les ouvriers qui n'acceptent pas l'offre proposée par les pouvoirs publics concernant les allocations familiales* ». Anticomuniste, le ministre trancha en accusant « *quelques hommes venus de Paris* ».

Les patrons annoncèrent que la reprise aurait lieu le lundi 4 avril. Les cars de ramassage des ouvriers allaient être placés sous surveillance militaire depuis leur départ de Charleval.

Loin d'être dupes, les meneurs de la grève avaient compris qu'il y avait eu collusion entre leurs patrons et l'Etat. Ils organisèrent la contre offensive le samedi 2 avril en placardant des affiches à Pont-de-l'Arche et dans les lieux de départ des cars ouvriers :

« *Ne tombez pas dans le piège ! Les patrons sont aux abois. Eux qui devaient laisser leurs portes fermées 6 mois, viennent gémir chez les grévistes pour leur faire reprendre le travail avec la diminution. Cela est impossible. Nous ne céderons pas après 5 semaines de lutttes. Pas de lâches. Pas de jaunes. [...] Soyons des travailleurs conscients. Défendons notre pain. Jamais un ouvrier n'acceptera de travailler sous la surveillance de ceux qui la semaine dernière assommaient femmes et enfants. Tous unis. Pas de lâches. Personne dans les camions. Personne dans les usines. Tous, soyez à la réunion dimanche 3 avril à 16 heures, à Pont-de-l'Arche, à l'Eden-Cinéma. Lundi à 9 heures, distribution de secours.* »

Près de 700 ouvriers acculés à la famine reprirent le travail le lundi 4 avril. Mais l'ultra-majorité des ouvriers de Pont-de-l'Arche et des Damps resta solidaire et ne reprit pas le travail. Les 600 derniers grévistes restèrent unis, témoignant ainsi de la puissance du contact humain dans un bourg et dans la commune la plus proche : Les Damps.

La misère vint à bout de la résistance et les grévistes reprirent le travail le 22 avril sans aucune contrepartie patronale. Pis, les patrons licencièrent près de 150 ouvriers parmi les plus actifs de la grève. C'est près du quart des ouvriers de Pont-de-l'Arche et des Damps qui se retrouvèrent au chômage. Presque sans aucun revenu, de nombreuses familles devaient alors déménager ou retrouver un emploi à proximité.

Le jeune député Pierre Mendès France et les réseaux radicaux dont le maire des Damps, Louis Prémillieux, parvinrent à reclasser une partie des ouvriers. Les toutes récentes caisses de chômage communales furent toutefois sollicitées. Instituées par le décret du 28 décembre 1926, celles-ci furent créées peu après (14 février 1927 à Pont-de-l'Arche). Afin de cohérer les aides en période de crise économique, le décret du 10 mars 1931 proposait de les affilier aux caisses départementales. La grande grève archépointaine montra aussi le besoin criant de créer un conseil de prud'hommes cantonal. Celui-ci fut créé dans notre ville en 1933 et ce après plusieurs années de débat.



Charles Michels, debout, connaissait Pont-de-l'Arche dès son plus jeune âge. Photo famille Poupardin.

Le Front populaire

En 1936, du 30 octobre au 7 décembre, des grèves éclatèrent dans les grandes entreprises de la région. Représentés par Kléber Hottot, président du syndicat de la chaussure, les employés souhaitaient négocier au mieux la signature du contrat collectif de la chaussure. Le contrat collectif par branches professionnelles était un des points forts de 1936 où le gouvernement de Front populaire souhaitait arbitrer les accords entre patrons et employés mais sans se substituer à eux dans les négociations. Après de longues difficultés et des menaces de licenciements de syndicalistes devenus violents (André

Benet, voir encadré), le contrat collectif de la chaussure fut signé 7 décembre 1936. Sa date d'application fut le 23 novembre 1936, date à partir de laquelle le salaire de base était de 2,5 francs de l'heure pour les femmes et 3,35 pour les hommes... La situation fut beaucoup plus calme qu'en 1932.



Pont-de-l'Arche communiste

Notre ville est longtemps restée un fief républicain de gauche (dont faisait partie Maurice Delamare) puis radical-socialiste grâce à la présence de Pierre Mendès France à la fois conseiller général et député.

Le syndicat de la chaussure a fourni un personnel politique au Parti communiste français. Après la Libération, c'est le syndicaliste André Benet qui fut élu maire (1945-1947) grâce aux voix socialistes et radicales de gauche. Outre des militants tels que Robert Redon, la chaussure a surtout apporté un électorat PCF. En 1977, Roger Leroux fut élu grâce aux voix socialistes malgré le déclin de l'industrie de la chaussure. Aujourd'hui le PCF est toujours présent dans notre ville et son électorat compte beaucoup de retraités qui vivent avec de faibles pensions ouvrières.

De Mai-1968 à nos jours...

En mai et juin 1968, Pont-de-l'Arche participe au mouvement social. Les fabriques de chaussures Marco et Morel sont fermées. Des piquets de grève s'installent sur lesquels flotte le drapeau rouge. Des défilés sont même organisés dans les rues de la ville, accompagnés « *par les enfants des écoles conduits par leurs maîtres* » d'après le conservateur Roland Chantepie.

Le mouvement syndical a disparu après 1968 avec le déclin de l'industrie de la chaussure. On trouve trace d'un syndicat CGT chez Labelle en 2003. Celui-ci avait pour raison d'être le dépôt de bilan de la société et l'indemnisation des salariés. Tout fut négocié sans heurt.

A Pont-de-l'Arche, un éphémère syndicat CGT fut monté en 1989 chez Marco. C'était du jamais vu dans cette entreprise. Les revendications ont porté sur la hausse des rémunérations dans l'atelier piquère car les grilles salariales étaient un peu plus basses que chez Labelle. Après trois semaines de grève, la direction augmenta les salaires malgré un dialogue difficile de part et d'autre.



En 1989 eut lieu une des dernières grèves de l'industrie de la chaussure à Pont-de-l'Arche. Photo mairie.

En 2008, les employés de Marco furent épaulés par des élus et militants communistes et socialistes qui manifestèrent leur opposition aux 47 licenciements. Si le bilan financier de Marco était déficitaire, les militants PCF avec à leur tête le conseiller général Gaëtan Levitre, demandaient plus de clarté entre les différents comptes des sociétés possédées par Jean-Pierre Tassel (directeur) ainsi que celui de l'entreprise située en Tunisie.

La chaussure durant les guerres



Les grandes entreprises de Pont-de-l'Arche ont réalisé de nombreux godillots pour l'armée entre 1914 et 1918.

Bien évidemment, les guerres ont rendu difficile la fabrication des chaussons et des chaussures. En voici quelques péripéties. Durant la guerre de 1870, les cinq cordonniers de Pont-de-l'Arche ont subi les réquisitions de cuir de l'armée prussienne. Les 250 chaussonniers n'ont pas été épargnés. Un témoignage anonyme nous apprend que « *Le 20 décembre la ville de Pont de l'arche est sur le point de manquer de vivres. [...] les ouvriers chaussonniers qui jusque là avaient été occupés par suite de cotisations de plusieurs habitants ayant pour but de fournir des fonds aux fabricants pour payer la main d'œuvre, demeurent inoccupés faute de matières premières et d'écoulement des produits fabriqués. [...] La misère est générale.* »

En 1917, durant la Première Guerre mondiale, le gouvernement mit en place la « *chaussure nationale* » afin de « *mettre à la disposition de la population civile des chaussures de bonne qualité à des prix moins élevés que ceux pratiqués dans le commerce depuis plusieurs mois.* » Les entreprises du secteur de Pont-de-l'Arche dépendaient du sous-intendant militaire du centre de fabrication de Rouen qui imposait des quotas de production très précis. Toutefois, ce sont surtout des brodequins de marche qu'on fit fabriquer dans les plus grandes usines de Pont-de-l'Arche pour subvenir aux besoins de l'armée française. Ce sont les petites entreprises qui ont eu le plus de difficultés à trouver une clientèle.

En 1919, les industriels de la ville écrivirent au préfet pour se plaindre que « *les transports sont de moins en moins efficaces depuis l'Armistice* ». En effet, depuis plus d'un mois, aucune marchandise n'avait pu partir vers Paris malgré la présence de 300 wagons vides en gare de Pont-de-l'Arche. Cette situation était d'autant plus pénible que les entrepreneurs risquaient de ne pas réembaucher – faute de ressources – tous les hommes qui revenaient du front de guerre.

La Seconde Guerre mondiale frappa différemment l'industrie locale. Le ravitaillement en matières premières était difficile. L'entreprise Marco demanda, le 7 décembre 1940, un laissez-passer aux autorités allemandes « *pour permettre à André Quin de se rendre dans la zone libre afin d'y faire différents achats indispensables au ravitaillement de notre usine.* » Pour faire face à la pénurie de matériaux, un modèle de chaussure à semelle de bois fut ingénieusement mis au point (illustration). Quoi qu'il en soit, l'usine Marco dut fermer ses portes durant le conflit ce qui ne fut pas le cas d'autres entrepreneurs qui avaient de meilleurs appuis administratifs.

Les périodes de chômage technique étaient nombreuses. Certains ouvriers prenaient des matériaux à l'usine et travaillaient chez eux le soir. Ils fabriquaient ainsi des paires de chaussures qu'ils revendaient à Paris. Cette fraude leur permettait de nourrir un peu mieux leurs familles.

Le cuir devenant rare, l'entreprise Marco a dû réaliser des chaussures avec des semelles en bois durant la dernière guerre. (photo Marco)



Patrimoine industriel et architecture



Des ateliers existent dans le centre ville mais passent inaperçus. Ici un atelier situé derrière le n° 17 de la rue Alphonse-Samain.

Premier ateliers

Les premiers ateliers de chausson sont restés cloisonnés dans les maisons à pans de bois des premiers entrepreneurs. Avec la hausse des commandes, à la fin du XIX^e siècle, quelques extensions en briques rouges sont apparues. Ainsi on peut citer l'atelier Niaux accessible depuis la maison à pans de bois du n° 17b de la rue Blin. Cet atelier a débordé sur la cour d'« *A petits pas* », près du bailliage, grâce à une extension en briques rouges. Autre exemple, l'atelier de E. Brasseur (repris par André Magnant). Bâti avec des pans de bois, le remplissage des murs est en briques rouges. Cet atelier est situé en contrebas de la cour de la salle Ambroise-Croizat, derrière le n° 10 de la rue Alphonse-Samain où se situait un magasin qui écoulait une partie de la production de cette petite entreprise.

Un centre ville épargné, à une exception près...

Les maisons d'habitation reconverties en ateliers sont devenues trop petites pour répondre aux besoins des entreprises les plus florissantes. Un entrepreneur a choisi de rester implanté dans le centre ville de Pont-de-l'Arche : Paul Nion (voir p. 14). Son premier local était situé sur la place Hyacinthe-Langlois. Il décida de l'agrandir en construisant d'importants bâtiments dans les années 1910 derrière le premier atelier, au-dessus de la rue Abbaye-sans-toile (voir photo). Il fit ensuite bâtir une moderne et grande usine dans les années 1920 dans la rue Jean-Prieur. Elle fut rasée dans les années 1990 afin de laisser place à l'espace Jacques-Henri-Lartigue.

Hormis cette dernière construction, le centre ville n'a pas souffert de l'industrie. Ainsi Edmond Spalikowski pouvait écrire en 1930 que « *le propre de Pont-de-l'Arche est d'être un centre industriel sans en avoir l'air. Sa coquetterie lui fait honneur. Les fabriques se dissimulent entre un mur historique et un jardin. A peine aperçoit-on une cheminée plus haute, quelques vitrages ou un hangar.* »



Cette vue aérienne des années 1960 montre que, à part les manufactures Nion, l'architecture du centre de Pont-de-l'Arche n'a pas souffert de l'industrialisation.

La division des tâches de travail

Dans les dernières années du XIX^e siècle, les entrepreneurs les plus importants ont fait construire des manufactures en briques rouges en dehors de l'enceinte médiévale de la ville. En effet, les entreprises les plus florissantes ont embauché une main d'œuvre plus nombreuse et ont expérimenté la division des tâches de travail (voir p. 8) afin d'accroître la production.

En 1892, Henry Prieur père fit ériger dans la rue Roger-Bonnet des locaux qui se présentent comme des maisons d'habitation : deux ou trois étages, toits à longs pans, fenêtres de taille standard...

Ils se trouvent à droite de l'entrée. L'entreprise Labelle présente le même type de bâtiment, quoiqu'un peu plus ancien et bâti en moellons calcaires avec quelques pierres de taille en chaînage.

Les Ouin en firent de même dans la rue Maurice-Delamare. Pierre Ouin avait déjà une habitation dans cette rue. Elle a très certainement été remplacée par les bâtiments situés en face de la rue Anthime-Ferrandier. Ils servirent d'habitation aux Ouin jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Léopold Armand Ouin, le premier, quitta la rue Maurice-Delamare pour aller habiter dans rue Sainte-Marie puis dans la villa le Plouzel (voir p. 43).

Puisque les hommes étaient le principal moteur du travail du chausson, il est logique que les manufactures aient encore été construites selon les mêmes plans que les maisons d'habitation.



Millésime situé à l'entrée de la manufacture Henry Prieur, rue Roger-Bonnet.

LEXIQUE

* Le *shed* désigne une toiture en dents de scie où un versant sur deux est vitré (il s'agit du versant le plus pentu).



Vue sur la manufacture Marco depuis la mairie. Les bâtiments en briques rouges de la fin du XIX^e siècle ont gardé les proportions des maisons d'habitation hormis le hall central qui n'accueillait pas encore de machines.

Mécanisation des ateliers et révolution architecturale

Durant les dernières années du XIX^e siècle, l'arrivée systématique de machines a permis à la fois d'accroître la production mais aussi de confectionner les premières

chaussures. L'architecture des manufactures fut profondément modifiée pour envelopper les machines dont l'emprise au sol était d'autant plus considérable qu'elles formaient une chaîne de production aux nombreux câbles d'alimentation. Les nouveaux locaux furent donc bâtis de plain-pied, aérés, bien éclairés par l'emploi de toit à redents (ou *shed**). Les établissements d'Henry Prieur furent dotés de chaudières dès 1898 afin d'alimenter les machines. Il fallut donc une cheminée pour expulser les déchets de cette machine. On peut encore la voir sur la route de Tostes, elle est légèrement décorée.

Par la suite, toutes les manufactures furent bâties dans ce type architectural si caractéristique de la période industrielle, le *shed* : les fils de Georges Prieur (route de la forêt de Bord, Les Damps, 1917), Charles Morel (route de l'Andelle, Igoville, 1919), Charles Morel (rue Charles-Cacheleux, 1921), Fernand Prieur (rue Morel-Billet, Les Damps), Labelle (Saint-Pierre-du-Vauvray)...

Les derniers locaux de la chaussure ont été bâtis selon les mêmes plans architecturaux mais avec d'autres matériaux tels que la tuile mécanique, le parpaing. Ainsi on peut citer les manufactures Forfait-Rocoul (impasse Olivier-des-Bordeaux), Dominique

Les plus anciens locaux industriels de Labelle sont bâtis en moellons calcaires du pays et avec quelques pierres de taille en chaînage. Rien ne distingue cette manufacture d'une habitation familiale.



Au début du XX^e siècle, les manufactures ont adopté le toit de shed qui est devenu un véritable symbole des locaux industriels. Ici la manufacture de Charles Morel à Igoville.



Kalinoglou (avenue de la forêt de Bord, Les Damps, 1934, détruite en 2006), Jean Coudray (avenue de la forêt de Bord, Les Damps, les actuels ateliers techniques de la commune). Ces matériaux sont le reflet d'une période plus récente. Enfin, le plus grand exemple de local moderne est celui de l'entreprise Labelle dont les immenses locaux datent de 1948-1950 (voir p. 21).

Manufactures ou usines ?

Le domaine de la chaussure a toujours nécessité une main d'œuvre plus importante que la moyenne des activités industrielles. C'est ainsi que l'on a continué à parler de manufacture (du latin manus, « la main ») et non d'usine même si ces termes sont devenus synonymes.

La villa les Lauriers a été bâtie en 1903 pour l'industriel Henry Prieur (fils).

Les demeures patronales

De nos jours, quelques riches demeures témoignent des grandes heures de la chaussure dans notre contrée et, plus principalement, de la prospérité des entrepreneurs. En voici quelques exemples...

Dans les faubourgs de Pont-de-l'Arche, se dresse la villa Les Lauriers. Bâtie en 1903 pour Henry Prieur (fils), elle se situe au n° 20 de la rue Général-de-Gaulle. Cette demeure bourgeoise (c'est son nom architectural) a clairement bénéficié des connaissances et des capacités matérielles du début du XX^e siècle. Elle mélange des éléments gothiques (toit très pentus en forme de flèche avec des épis faitiers, fermes débordantes) avec des éléments classiques et ce en imitant le matériau local qu'est le silex. Elle présente quelques éléments d'Art nouveau comme les linteaux des ouvertures (avec principalement une fenêtre surmontée d'un cercle presque entier) et de nombreuses décorations avec des briquettes sur les façades (arcs en plein cintre). On retrouve les initiales d'Henry Prieur dans les courbes du portail d'entrée.





En 1905, (Léopold) Armand Ouin fit construire la villa Le Plouzel dans la rue Morel-Billet. L'architecte de cette maison bourgeoise a imité ou utilisé des matériaux traditionnels (briques, pierres de taille, pans de bois, silex). Il a aussi agréablement mélangé l'architecture gothique et classique pourtant séparées – historiquement – de plusieurs siècles. Ce mélange propose un programme décoratif très varié : l'architecture classique donne les bases du monument par ses dimensions équilibrées (surtout la façade nord) avec balustrades, corbeaux sculptés, quelques appareillages de briques de couleurs différentes, grandes fenêtres régulières à linteaux droits. L'architecture gothique, quant à elle, se retrouve dans les toitures et les décorations des façades : toits très pentus et fermes débordantes en tiers-point avec clé au centre, petites fermes débordantes aux lucarnes, épis faitiers richement décorés, accoudoirs des balcons, des escaliers et des balustrades, gargouilles au balcon nord, lignes décoratives au-dessus des portes principales, échauguette couverte d'un toit en pointe côté Est. Cette architecture, très Viollet-le-duc, ne témoigne d'aucune référence à l'Art nouveau... A noter aussi, les importantes écuries situées dans la propriété, elles témoignent de la grande passion des Ouin pour la chasse. Marcel Ouin fut même auteur d'un livre d'histoires sur ce sujet (voir les sources). Le portail présente les lettres « A, M, O » pour « Armand, Marcel Ouin ».

Le Plouzel fut construit en 1905 par la famille Ouin. Il fut l'une des plus grandes demeures de la ville.

La Vènerie est un ensemble de maisons de la rue Charles-Cacheleux qui fut construit en 1905 et racheté par la suite par Charles Morel (à droite).

Un autre grand industriel local, Charles Morel, racheta La Vènerie (n° 17, rue Charles-Cacheleux). Les demeures, écuries et bâtiments divers furent bâtis pour Olympe Hériot en 1905. Charles Morel était passionné d'équitation et faisait courir ses chevaux dans les hippodromes de la région. En 1929, il fit édifier le château de la route de Louviers, juste devant sa manufacture.





Plus proche de nous, vers 1920-1930, les fils de Georges Prieur firent construire de belles maisons en style néonormand près de leur manufacture des Damps. Marcel Prieur habitait la maison située de l'autre côté de la route) et Gaston Prieur habitait plus près du cœur des Damps mais toujours sur l'avenue de la forêt de Bord. Ces maisons furent bâties par les frères Laquerrière (Elbeuf). Soucieux du patrimoine local, ces architectes ont imité les pans de bois ainsi que les murs de refend en pierre. Ils sont aussi auteurs des plans du groupe scolaire Maxime-Marchand, de la maison notariale de Pont-de-l'Arche et de la Poussinière, maison que l'industriel Paul Nion fit édifier en 1928 au n° 22 de la rue Charles-Cacheleux.

Construite en 1911, la résidence d'Albert Labelle est encore une des plus belles demeures de la rue Grande à Saint-Pierre-du-Vauvray.

A Saint-Pierre-du-Vauvray, au n° 51 de la rue Grande, on peut admirer la riche demeure bâtie en 1911 pour Albert Labelle. Elle remplaça une ancienne maison d'Edouard Labelle. Cette demeure présente les caractéristiques de l'architecture classique. Plan rectangulaire avec deux ailes symétriques autour du fronton central. Deux étages avec des rembarde soignées aux balcons des fenêtres du premier étage et au-dessus des ouvertures du rez-de-chaussée. Le toit à longs pans présente des rebords plus inclinés. Il est couvert d'ardoises et percé de quatre lucarnes et de deux œil-de-bœuf au-dessus de la façade d'entrée. Quatre cheminées en briques rouges trahissent l'origine XX^e siècle de cette demeure. La façade est ornée de motifs floraux et végétaux notamment autour d'un blason dans le fronton. Le crépit qui recouvre le bâtiment imite la pierre de taille aux arêtes des murs et du fronton surbaissé.



La rue Henry-Prieur fut bâtie à la toute fin du XIX^e siècle. Elle fait un peu penser aux corons du Nord tant elle rappelle l'ère industrielle.

Les logements ouvriers

Depuis le Moyen Âge, les couches populaires de Pont-de-l'Arche habitaient dans les ruelles les plus pauvres de la ville, c'est-à-dire les rues Abbaye-sans-toile, Huault, Fichet, Sainte-Marie, Hennequin...

Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle qu'apparurent les premiers quartiers ouvriers grâce à l'émergence des idées démocratiques. Motivés par l'hygiène publique, des politiques, des patrons et des bienfaiteurs financèrent la construction de nouveaux quartiers. Bâties en briques rouges, selon des plans rectilignes, ces nouveaux quartiers offraient aux ouvriers de plus grands espaces pour loger leurs familles (bien plus grandes qu'aujourd'hui) et une cour pour le potager...

Le premier quartier qui sortit de terre est celui de la rue Henry-Prieur. Quand le promoteur immobilier eut fini de construire ce quartier (entre 1890 et 1900), il le mit en vente. Henry Prieur, entrepreneur de la chaussure, put l'acheter et loua les maisons à ses ouvriers. Cet industriel fit ainsi preuve de paternalisme*.

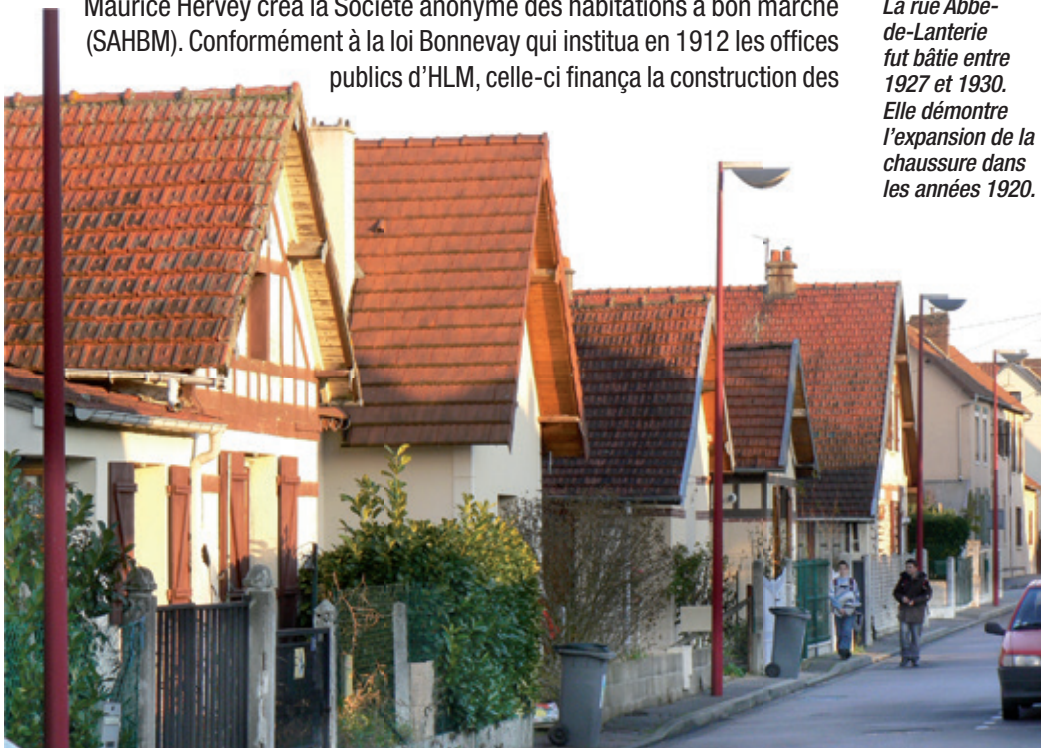


La rue Olivier-des-Bordeaux et ses ruelles adjacentes forment un quartier ouvrier directement issu de l'industrie de la chaussure.

La première initiative « publique » date de 1901 et revient à une société philanthropique administrée par Léon Bataille, maire de Pont-de-l'Arche de 1900 à 1902. Celui-ci, aidé notamment de MM. Sorel et Subtil de Lanterrie, réunit 30 000 francs nécessaires à la construction de maisons afin que « l'ouvrier honnête et laborieux » devienne aussi propriétaire. Léon Bataille répondait ainsi à la loi Siegfried du 30 novembre 1894 qui visait la création d'organismes privés qui construisaient des logements en contrepartie d'avantages fiscaux

C'est ainsi que sortirent de terre les maisons du bas de la rue Olivier-des-Bordeaux et celles de la rue Emile-Lenoble. Ces maisons mitoyennes sont bâties en briques rouges sur un étage, plus un étage de combles. Leurs toits à longs pans sont couverts d'ardoises et les façades sont légèrement décorées de lignes de briques de différentes couleurs et de petites croix sous la ligne de toit. A noter l'emploi de moellons calcaires dans les maisons de la rue Emile-Lenoble. Malheureusement ces façades sont parfois recouvertes de crépit qui masquent leur intérêt architectural.

Le second projet de maisons ouvrières date de 1927, date à laquelle le député Maurice Hervey créa la Société anonyme des habitations à bon marché (SAHBM). Conformément à la loi Bonnevey qui institua en 1912 les offices publics d'HLM, celle-ci finança la construction des



LEXIQUE

* Le paternalisme désigne un patron qui se comporte comme un père pour des ouvriers considérés comme des enfants. Le paternalisme pouvait être nourri par une morale religieuse, politique (républicaine) mais aussi par stratégie. En effet, afin de fidéliser une main d'œuvre qualifiée, des patrons pouvaient choisir de leur louer à bon marché des habitations.

La rue Abbé-de-Lanterrie fut bâtie entre 1927 et 1930. Elle démontre l'expansion de la chaussure dans les années 1920.



Une partie de Pont-de-l'Arche a gardé un aspect très industriel dont la valeur patrimoniale est de mieux en mieux acceptée. Ici la rue Emile-Lenoble.

maisons des rues Abbé-de-Lanterie, Olivier-des-Bordeaux (le haut) entre 1927 et 1930. Elles donnèrent naissance à ce qu'on appelait alors le « quartier neuf » qui comprenait aussi quelques constructions de particuliers.

Ce quartier a conservé son charme situé à mi-chemin entre le souvenir industriel (brique rouge et disposition régulière des bâtiments) et l'attachement à la ruralité (pans de bois en trompe-l'œil et jardins). Il incarne à merveille le Pont-de-l'Arche de l'époque : un site industriel à la campagne.

Du côté de l'offre privée, Marcel Ouin fit, lui aussi, preuve de paternalisme. Cet industriel racheta de nombreux terrains entre Pont-de-l'Arche et Les Damps et notamment les baraquements laissés vacants par l'armée britannique en 1922. Ces baraquements furent reconvertis en logements accessibles à de nombreux ouvriers de chez Marco. C'est ce que l'on a appelé durant très longtemps « Le Camp ». Il fit aussi bâtir des logements pour ses contremaîtres dans le passage Anthime-Ferrandier.

En l'espace de quelques décennies, Pont-de-l'Arche et Les Damps sont sortis de leurs limites historiques. En 1936, sur 1 100 archépointains concernés par le travail de la chaussure (pour une population totale de 1 913 personnes), 256 personnes habitaient les résidences ouvrières des abords de la ville. Celles-ci ont permis de faire baisser la densité de population dans le centre ville et, dans le même temps, d'accompagner l'accroissement de Pont-de-l'Arche grâce à son industrialisation.

Quant aux établissements Labelle, ils firent construire entre 1950 et 1956 tout le quartier des Matrais, sur le rebord du plateau qui domine Saint-Pierre-du-Vauvray. Des logements furent aussi édifiés à Andé, dans la rue des Prunus. L'objectif était clair : faire venir une main d'œuvre qualifiée.

Quelques ouvriers de la fabrique d'Emile Duprai devant l'entrée de l'actuel restaurant «le Marisa» (rue Jean-Prieur).



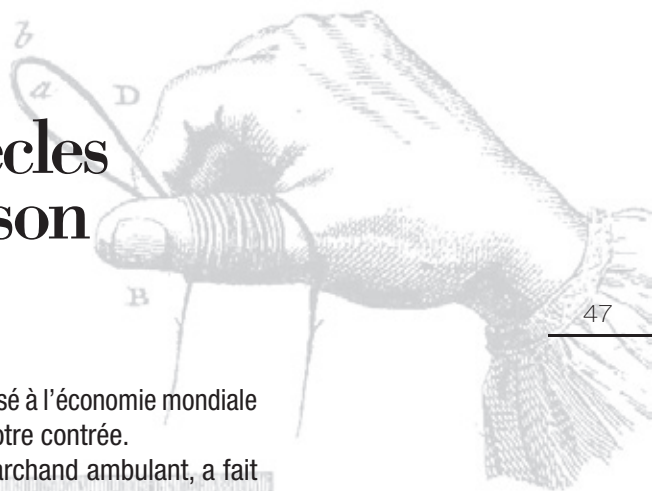
Paroles d'ouvriers...

- « Les patrons s'entendaient pour ne pas se prendre les bons ouvriers. En douce, toutefois, certains bons ouvriers étaient repris dans une autre boîte. »
- « Des ouvriers des grandes boîtes allaient faire quelques heures dans de petites entreprises en fin de journée afin d'arrondir leurs fins de mois. »
- « Deux sirènes retentissaient le matin : la première pour alerter les ouvriers en chaussure, et la seconde pour signifier que les ouvriers devaient être entrés à l'usine. Le soir, une seule sonnerie suffisait, elle annonçait la fin du travail. Il y avait 4 coups de sirène dans la journée : 7h45, 8h, 13h30, 18h30. Tels étaient les horaires de travail (plus une alternance : un samedi matin / un samedi entier). »
- « A la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, un panneau fut apposé, notamment, sur les murs de l'usine des Fils de Georges Prieur, aux Damps, et présentait un drapeau tricolore sous lequel était écrit : Mobilisation générale. »
- « Les enfants connaissaient déjà le monde de l'usine. Ils venaient y chercher leurs parents après l'école. Ce n'était donc pas une rupture dans leur vie quand ils commençaient à travailler dans la godasse. »
- « Pont-de-l'Arche représentait un bassin d'emploi de près de 2000 personnes. Les rues de la ville étaient donc très animées le matin et le soir mais aussi pendant la pause du midi. Les ouvriers de Pont-de-l'Arche rentraient chez eux, le plus souvent, et les autres mangeaient sur place et notamment chez un marchand de frites : Paul Prieur. Sa baraque à frites était située rue Hennequin ou rue Huault et attirait beaucoup de personnes. Cet homme était forain et, pendant la pause hivernale, marchand de frites... »
- « Quand Renault-Cléon et la SICA se sont implantées, les usines de chaussure ont perdu beaucoup de main-d'œuvre qualifiée. Cela a précipité la faillite de certaines d'entre-elles. »

Regard sur deux siècles de travail du chausson et de la chaussure

Motivé par l'histoire locale, cet ouvrage s'est aussi intéressé à l'économie mondiale pour comprendre l'évolution de la chaussure dans notre contrée.

Ainsi, nous avons vu que Jean-Baptiste Labelle, un marchand ambulant, a fait entrer un savoir-faire local, le chausson de lisière, dans l'économie de marché et ce dans les années 1820. Puisqu'une clientèle existait, quelques marchands, quelques cordonniers, se sont adaptés pour satisfaire une forte demande de chaussons bon marché. Ils ont réorganisé le travail en créant des ateliers qui, peu à peu, sont devenus des manufactures où les tâches de travail ont été séparées et confiées à des ouvriers spécialisés.



Le développement des connaissances techniques a joué un fort rôle aux alentours du XX^e siècle. L'arrivée des machines dans la manufacture a permis de multiplier la production mais aussi de travailler plus fortement le cuir ce qui permet de confectionner les premières chaussures locales. Le développement des transports, à commencer par le train en 1843, a permis aux entrepreneurs locaux d'agrandir considérablement leur zone de vente (leur marché) et ainsi d'accroître l'essor de l'industrie locale. Notre région s'est donc dotée de manufactures qui ont embauché des centaines d'ouvriers et se sont fait une réputation nationale dans le monde de la chaussure et de la mode. Pont-de-l'Arche et Saint-Pierre-du-Vauvray ont été le principal pôle normand de la chaussure et un pôle secondaire en France derrière Fougères (42 manufactures en 1900, 10 000 ouvriers), Romans-sur-Drôme (34 manufactures), Nancy (25 manufactures), Limoges (20 usines, 3 000 ouvriers), Paris et Cholet.

L'économie de marché s'est donc répandue en même temps que les transports se sont améliorés. Les producteurs sont donc entrés dans une grande concurrence qui a mené à la course à la productivité. Pour surpasser la concurrence et gagner des parts de marché, certaines entreprises ont bâti des empires allant de la chaîne de production au réseau de points de vente.

Les entreprises locales n'ont pas pu aller loin dans ce domaine, elles ont certes augmenté leur production mais surtout la qualité de leurs articles dans le domaine du confort et de la mode.

Pour survivre à la concurrence, les entreprises ont créé des marques assurant une meilleure visibilité et se sont engagées dans la prospection commerciale, le marketing et la publicité. Les établissements Labelle ont été les plus efficaces dans ce domaine.

Dans le monde, les plus grandes marques ont émergé et ont commencé à faire fabriquer leurs articles dans les pays émergents gagnés par l'industrialisation à la fin du XX^e siècle.

La main d'œuvre de ces pays est sous-payée et ne bénéficie d'aucune protection sociale. Elle ne forme donc pas la clientèle des produits qu'elle fabrique. Le gros du marché demeure les pays occidentaux.

La main d'œuvre européenne a été fragilisée par le choix de grands groupes ayant décidé de faire fabriquer leur production dans des pays émergents.



Le chômage a donc largement touché la population locale dans le secteur industriel. C'est donc une clientèle qui perd de son pouvoir d'achat sans qu'en échange les ouvriers des pays émergents ne se portent mieux. En fait, l'industrie a été concentrée dans certains groupes qui réalisent des profits colossaux en réduisant, notamment, les marges des producteurs.

Les habitudes ont changé, la mode s'est tournée vers les chaussures de sport ce qui a désavantagé la production locale. Surtout, la clientèle se tourne vers des chaussures qui ne durent pas longtemps. Elle préfère payer moins cher des chaussures moins résistantes que les chaussures traditionnelles. De plus, ce sont des produits de consommation. Ils ne sont pas réparables chez un cordonnier. Les modes de vie sont ainsi faits. Il y a un siècle encore, la principale dépense d'un foyer était la nourriture. Aujourd'hui, la location ou l'achat d'un logement



est une lourde dépense qui nécessite souvent que deux personnes travaillent dans un foyer. Chaque foyer s'équipe donc de deux véhicules automobiles qui entament sérieusement le pouvoir d'achat. Il n'est pas étonnant que les dépenses en nourriture et en vêtements aient proportionnellement diminué.

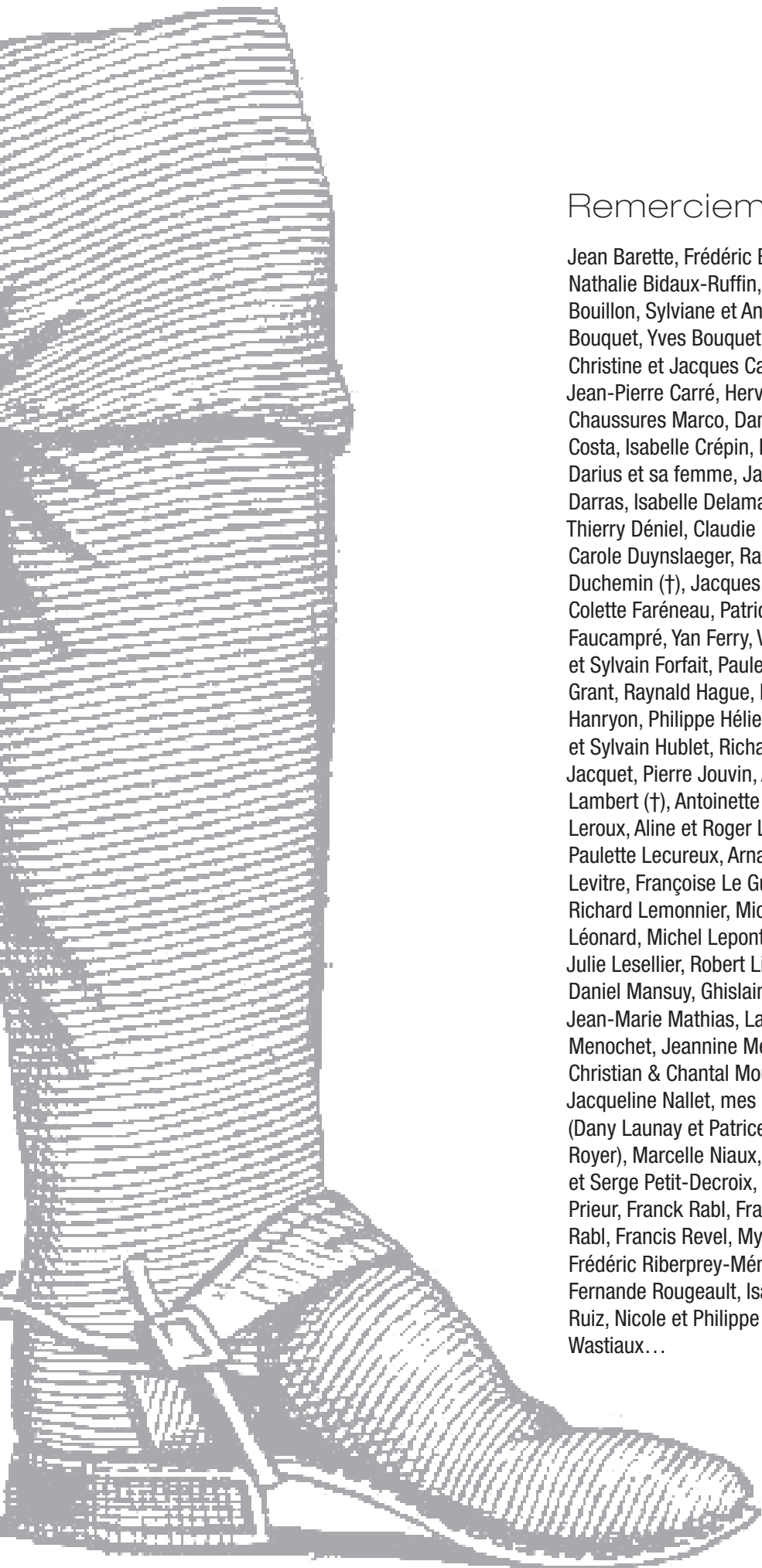
Par conséquent, nous aurons vu que l'histoire locale illustre l'histoire mondiale, mais c'est le monde qui explique le local. Loin d'adopter un parti pris nous remarquons que l'industrie locale fut florissante grâce au savoir-faire, au courage et à l'imagination de nombreuses personnes. Cependant, la différence entre les législations nationales a permis à quelques entreprises de s'accaparer d'immenses parts de marché au détriment de la majorité des entrepreneurs et des salariés qui sont aussi les consommateurs.



Sources...

- BOUQUET, Sylviane**, *Naissance et évolution de l'industrie de la chaussure à Pont-de-l'Arche*, années 1990, recueil de documents qui ont servi à l'exposition « Histoire de la chaussure » organisée par l'association « Histoire de Pont-de-l'Arche et sa région » et qui eut lieu à la Salle d'Armes les 23 et 24 avril 1986.
- CHANTEPIE, Roland**, *Pont-de-l'Arche à travers les âges*, tome II « De la Révolution à nos jours (1944) », manuscrit, 500 f.
- CHAPRON, Françoise**, *Etude d'une circonscription radicale originale sous la III^e République : Pierre Mendès France à Louviers (1930-1939)*, mémoire de maîtrise, 1981, Rouen, dir. de M. Boivin, 149 p.
- COLLECTIF**, *L'illustration économique et financière*, n° spécial du 15 septembre 1923, Paris, 84 p.
- DELAUNE, Bénédicte**, *Pont-de-l'Arche, population, pouvoirs municipaux et société à la fin du XVIII^e siècle et pendant la Révolution*, mémoire de maîtrise, 1992, Rouen, dir. de M. Mazauric, 130 p.
- DENIZET, R.**, « Un bel exemple d'organisation rationnelle d'une fabrique de chaussures », p. 78-79, dans *Images de l'Eure : la revue géographique et industrielle de France*, Paris, [années 1960].
- ETABLISSEMENTS LABELLE**, *Des nouvelles à la clef : bulletin intérieur*, n° 2 et 3, 1972. 196 p.
- LAUNAY, Armand**, *Pont-de-l'Arche*, collection Mémoire en images, 2008, Saint-Cyr-sur-Loire, éditions Alan-Sutton, 128 p., ISBN 978-2849108420
- LAUNAY, Armand**, « Les services et l'industrie de la chaussure depuis le début du XX^e siècle », p. 194-202, dans *L'Histoire des Damps et des prémices de Pont-de-l'Arche*, 2007, Condé-sur-Noireau : éditions Charles-Corlet, 245 p., ISBN 978-2-84706-234-2
- LAUNAY, Armand**, « Pont-de-l'Arche et l'industrie de la chaussure... », dans *La Fouine magazine* n° 6, janvier 2005, 16 p., ISSN 1765-2278.
- LAUNAY, Armand**, « Les influences réciproques entre la littérature et le quotidien d'Octave Mirbeau aux Damps et à Pont-de-l'Arche : l'exemple de la nouvelle « Les abandonnés » (juillet 1890) », dans *La Fouine magazine* n° 7, avril 2005, 24 p., ISSN 1765-2278.
- LAUNAY, Armand**, « Deux-trois idées sur l'origine de l'industrie du chausson à Pont-de-l'Arche », p. 18-20, dans *La Fouine magazine* n° 10, décembre 2005, 24 p., ISSN 1765-2278.
- LAUNAY, Armand**, « Comment parlaient nos ancêtres le siècle dernier : le Pontdelarchiais, ancien parler de Pont-de-l'Arche », dans *La Fouine magazine* n° 12, mars 2006, 24 p., ISSN 1765-2278.
- LAUNAY, Armand**, « Les sobriquets de Pont-de-l'Arche, Les Damps et Criquebeuf : étude sur les surnoms que se donnaient les anciens habitants », dans *La Fouine magazine* n° 13, juin 2006, 24 p., ISSN 1765-2278.
- LEPAGE, Albert**, « Essai historique sur le commerce et l'industrie au Pont-de-l'Arche depuis sa fondation jusqu'à nos jours suivi d'une notice sur le chausson de lisière », 1911, dans *Bulletin de la Société d'études diverses de l'arrondissement de Louviers*, tome XIII.
- MENDÈS-FRANCE, Pierre**, *Le Département de l'Eure au point de vue économique*, Paris, La France active, 1933, 55 p.
- QUIN, Marcel**, *Au coin du feu après la chasse*, 1948, Pontoise : R. Lachèvre, 250 pages.

Archives départementales de l'Eure, archives municipales de Pont-de-l'Arche, archives municipales des Damps, *L'Elbeuvien*, *La Dépêche de Louviers*.
<http://pontdelarche.over-blog.com>



Remerciements

Jean Barette, Frédéric Bermude, Nathalie Bidaux-Ruffin, Annie Bouillon, Sylviane et André Bouquet, Yves Bouquet, Marie-Christine et Jacques Calmon, Jean-Pierre Carré, Hervé Castel, Chaussures Marco, Daniel Costa, Isabelle Crépin, Bernard Darius et sa femme, Jacky Darras, Isabelle Delamare, Thierry Déniel, Claudie Denise, Carole Duynslaeger, Raymond Duchemin (†), Jacques Egal, Colette Faréneau, Patrice Faucampré, Yan Ferry, Valérie et Sylvain Forfait, Paulette Grant, Raynald Hague, Bernard Hanryon, Philippe Hélie, Annick et Sylvain Hublet, Richard Jacquet, Pierre Jouvin, André Lambert (†), Antoinette et Henri Leroux, Aline et Roger Leblond, Paulette Lecureux, Arnaud Levitre, Françoise Le Guidard, Richard Lemonnier, Micheline Léonard, Michel Lepont, Julie Lesellier, Robert Linant, Daniel Mansuy, Ghislaine et Jean-Marie Mathias, Laurent Menochet, Jeannine Merlette, Christian & Chantal Moulin, Jacqueline Nallet, mes parents (Dany Launay et Patrice Royer), Marcelle Niaux, Yvette et Serge Petit-Decroix, Robert Prieur, Franck Rabl, Françoise Rabl, Francis Revel, Myriam et Frédéric Riberprey-Ménissier, Fernande Rougeault, Isabelle Ruiz, Nicole et Philippe Wastiaux...

ENTREPRENEUR	DATES D'ACTIVITÉ PRÉSUMÉES	LOCALITÉ	PRODUITS	NOMBRE DE SALARIÉS
Ouin	CA 1845	Pont-de-l'Arche	chaussons puis chaussures	Jusqu'à 350
Jean-Louis Goujon	1865-1872	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Lambert	1865-1872	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Justine Martin	1856	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Victor Sergent	1872	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Louise Bréham	1872	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Henry Prieur	1872	Pont-de-l'Arche	chaussons puis chaussures	
Henry et Albert Prieur	Au moins à partir de 1914-vers 1955	Pont-de-l'Arche	chaussures	200 à 400
Maurice Bourg	1936	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Noël Lefrançois	1886-1896	Pont-de-l'Arche	chaussons	
E. Brasseur	1886-1896	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Eugène Gournay	1886-1911	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Louis Hacot	1886-1896	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Victor Bureau	1896	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Théophile Quen	1896	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Emile Stref	1896	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Alexandre Bréham et Poupardin (depuis 1910...)	1900-1937...	Pont-de-l'Arche	chaussons, pantoufles, chaussures	
Charles Morel	1909-1935	Elbeuf (1909)	chaussons puis chaussures	100 à 120
Charles Morel (1919-1935) Jacques Morel (1935-1964)	1935-1964	Igoville	chaussons puis chaussures	
Charles Morel	1929-1940	Pont-de-l'Arche	chaussons puis chaussures	140 à 160
Raymond Morel	1940-1968	Pont-de-l'Arche	chaussons puis chaussures	140 à 150
Dupré (père puis fils)	avant 1914	Pont-de-l'Arche	chaussures	15
André Magnant (Repris en 1922 par Charles Niaux)	Avant 1911-1922	Pont-de-l'Arche	chaussons et pantoufles	
Charles Niaux	1922-1958	Pont-de-l'Arche	chaussons et pantoufles	
Georges Prieur	Avant 1898-1963	Pont-de-l'Arche puis Les Damps	chaussons puis chaussures	450 à 500
Delamare puis Bernard Leclerc (1931)	Après 1914-1962	Pont-de-l'Arche	chaussons puis chaussures	
Gaston Jouvin père et fils, puis Pierre Jouvin	1900-1972	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Jules Paul Nion (9 février 1885) et Paul Nion (1 août 1909)	avant 1905-1954. 1908 pour le fils né en 1886	Pont-de-l'Arche	chaussons puis chaussures	300
Delamare-Debos	1921-1922	Pont-de-l'Arche		
Charles Lejeune (anciennement Vidal)	1921-1931	Pont-de-l'Arche	pantoufles et chaussons	10
Legendre	CA 1925	Pont-de-l'Arche		10
Jules Hacot	1925-1938...	Pont-de-l'Arche	chaussons puis chaussures	
Maurice Lefebvre	vers 1932-1934...	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Fernand Prieur et Jean Coudray	CA 1935-CA 1952	Les Damps	chaussons puis chaussures	30
Fernand Forfait et Bruno Riberprey, «Riberprey & Cie»	1932-CA 1950	Pont-de-l'Arche	chaussons puis chaussures	
Mirabel Heu	CA 1950-1956...	Pont-de-l'Arche	chaussons puis chaussures	
Salette	CA 1935	Les Damps		
Roland et Marcel Daniel	1933-1961	Pont-de-l'Arche	chaussures enfants, femmes et fantaisie	15 à 30
René Hublet	CA Libération-1962	Pont-de-l'Arche	chaussures	30
André Lambert	CA 1960	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Heu et Robert Prieur	1954-CA 1960	Pont-de-l'Arche		
Dominique Kalinoglou	1934-fin de la guerre	Les Damps	chausson tressé	30
Piliès Crestomamacopoulos	1939-1940-fin de la guerre	Les Damps	chausson tressé	
Labelle	1820-...	Saint-Pierre-du-Vauvray	chaussons puis chaussures	1000
André et René Delamare «Delamare frères»	avant 1932-1936	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Léonor Forfait, Noël Rocoul, «Forfait et Rocoul»	vers 1932	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Eugène Bréham	vers 1932	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Alfred Delamare	avant 1936	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Raymond Grenier	avant 1936	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Bridon	cité dans une délibération des Damps en 1862	Pont-de-l'Arche	chaussons	
Yves Cotonéa	Années 1936-1957	Pont-de-l'Arche	chaussures	
Vigneron	1900	Pont-de-l'Arche	chaussons	





Pont-de-l'Arche est une ville de patrimoine. Il suffit de se promener dans ses ruelles pour s'en convaincre ! On se balade dans le Moyen Âge et la Renaissance au gré des façades à pans de bois et des vestiges de remparts. Mais sait-on que notre cité recèle aussi un riche patrimoine industriel ? Depuis le XVIII^e siècle, Pont-de-l'Arche et quelques communes alentours ont constitué un pôle régional de fabrication de chaussons et de chaussures. Des premiers chaussons cousus avec des chutes de draps aux grandes industries modernes du XX^e siècle, comment la région de Pont-de-l'Arche a-t-elle acquis une réputation au-delà de la Normandie ? Quelle dynamique a permis à une vingtaine de manufactures de coexister durant de nombreuses décennies dans la même région ? Vous le saurez en parcourant cet ouvrage très illustré, fruit de plusieurs années de recherches.

Armand Launay est titulaire d'une licence d'histoire-sociologie. Bibliothécaire, natif de Pont-de-l'Arche, il a écrit *L'Histoire des Damps et des prémices de Pont-de-l'Arche* (éd. Charles-Corlet, 2007) et *Pont-de-l'Arche* (collection Mémoire en images, éd. Alan-Sutton, 2008). Conseiller délégué à la communication de la mairie de Pont-de-l'Arche, il travaille actuellement sur les noms des rues et des lieux de la cité archépontaine.

